Jérôme Baschet

Une juste colère

Interrompre la destruction du monde



septembre 2019

Introduction

Ceci n'est pas un livre *sur* le soulèvement des Gilets Jaunes. Il a été écrit alors que je me sentais pris *dans* le tsunami qui a déferlé à partir du 17 novembre 2018, même si je n'y ai pas participé directement, me trouvant alors au Chiapas. Et c'est *sous* le coup de l'intense émotion ressentie en lisant les premiers récits des journées de décembre ou en découvrant l'Appel de Commercy que j'ai jeté sur mon écran la lettre reprise en tête de ce livre. A cet égard, je persiste à revendiquer les vertus de l'enthousiasme qui ne me semble pas nécessairement conduire à abandonner tout esprit critique ni à renier l'exercice de la raison.

Je ne livre pas ici une analyse du soulèvement des Gilets Jaunes. Il en a été produit en abondance et d'autres encore viendront. J'ai plutôt cherché à aborder quelques questions qui pourraient être pertinentes dès lors qu'on se demande comment un tel mouvement pourrait amplifier encore sa dynamique. Des questions telles que : comment mieux identifier les racines des problèmes suscitant une si large colère? Quelles sont les formes de lutte les plus adéquates ? A quel mur se heurte-t-on ? Contre qui ou contre quoi s'agit-il de se battre ? Et que peut-on vouloir ?

S'il est impossible de qualifier de manière univoque le mouvement des Gilets Jaunes, et s'il faut bien reconnaître qu'il a été affecté par les dérives xénophobes ou racistes de certain.e.s et par les ambitions personnelles de quelques-un.e.s, il a balayé bien des idées reçues et ouvert des perspectives largement

imprévues. Une véritable irruption populaire a fait vaciller le pouvoir. Celles et ceux qui avaient toujours tout accepté sans sourciller ont pu éprouver la force collective que leur confère leur capacité à dire non. Dynamitant les cadres de la politique classique et récusant avec une impressionnante clairvoyance toutes les formes de la représentation, ils ont pu, à travers les modalités de lutte qu'ils inventaient, retrouver l'expérience d'une véritable communauté et atteindre un haut degré de critique en acte des formes habituelles de la vie atomisée et appauvrie.

Pour les raisons que l'on évoquera plus loin, il y a lieu de penser que ce soulèvement – tout comme les mobilisations pour le climat qui ont pris leur essor au même moment – est annonciateur de nouvelles formes d'explosion sociale appelées à se multiplier dans les années à venir. Ce livre est écrit depuis le désir que les aspirations les plus aiguës qui se sont manifestées alors puissent gagner encore en puissance et frayer des chemins vraiment libérateurs.

I. Lettre à celles et ceux « qui ne sont rien », depuis le Chiapas rebelle

On l'entend partout ces jours-ci : c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Et là où beaucoup s'affligeaient de ne voir que le marécage stagnant d'une majorité dite silencieuse et passive ont surgi mille torrents impétueux et imprévisibles, qui sortent de leur cours, ouvrent des voies inimaginables il y a un mois encore, renversent tout sur leur passage et, malgré quelques dévoiements initiaux, démontrent une maturité et une intelligence collective impressionnantes. C'est la force du peuple lorsqu'il se soulève, lorsqu'il reprend sa liberté. C'est une force extraordinaire et ce n'est pas pour rien que l'on invoque tant 1789, mais aussi 1793 et les sans-culottes. Ami.e.s gilets jaunes, vous avez déjà écrit une page glorieuse de l'histoire de notre pays. Et vous avez déjà démenti tous les pronostics d'une sociologie compassée sur le conformisme et l'aliénation du grand nombre.

Mais qu'est-ce donc que ce « peuple » qui, d'un coup, se réveille et se met à exister ? Rarement comme aujourd'hui le mot aura paru aussi juste, même à ceux d'entre nous qui pourraient le juger périmé, parce qu'il a trop souvent servi à capturer la souveraineté au profit du Pouvoir d'en-haut, et qu'il peut aujourd'hui faire le jeu des populismes de droite ou de gauche. Quoi qu'il en soit, dans le moment que nous vivons, c'est Macron lui-même qui a redonné au peuple à la fois son existence et sa plus juste définition. Le peuple qui se soulève aujourd'hui et qui est bien décidé à ne plus s'en laisser conter, c'est toutes celles et tous ceux qui, dans l'esprit dérangé des élites qui

prétendent nous gouverner, *ne sont rien* [1]. Cette arrogance et ce mépris de classe, on l'a dit mille fois déjà, sont l'une des raisons les plus fortes pour lesquelles Macron, hier adulé par certains, est aujourd'hui si profondément haï.

Voilà ce que le soulèvement en cours a déjà démontré : celles et ceux qui ne sont rien sont capables de réaffirmer leur dignité et, par la même occasion, leur liberté. Et surtout, ils savent – *nous savons* désormais que nous préférons n'être rien aux yeux d'un Macron plutôt que de réussir dans son monde cynique et hors-sol. Voilà bien ce qui pourrait arriver de plus merveilleux : que plus personne ne veuille réussir dans ce monde-là et, par la même occasion, que plus personne ne veuille de ce monde-là. Ce monde où, pour que quelques-uns réussissent, il faut que des millions ne soient rien, rien que des populations à gérer, des surplus qu'on balade au gré des indices économiques, des déchets que l'on jette après les avoir pressés jusqu'à la moelle. Ce monde où la folie de l'Économie toute-puissante et l'exigence de profit sans limite aboutissent à un productivisme compulsif et dévastateur, c'est celui qui – il faut le dire aussi – nous conduit vers des hausses des températures continentales de 4 à 6 degrés, avec des effets absolument terribles dont les signes actuels du dérèglement climatique, pour sérieux qu'ils soient déjà, ne sauraient nous donner une idée véritable et que nos enfants et petits-enfants auront à subir. Si ce n'est pas là l'urgence qui nous soulève aujourd'hui, c'est celle qui nous soulèvera demain si le mouvement actuel échoue à changer profondément les choses.

Parmi les autres détonateurs du soulèvement en cours, il y a l'injustice, fiscale d'abord et désormais plus largement sociale, qui est ressentie comme intolérable. Bien sûr, l'accentuation vertigineuse des inégalités résulte des politiques néolibérales menées depuis des

---

[1] Précisons qu'il n'est question ici ni du peuple de l'unité nationale, si souvent dressé contre ceux d'autres nations, ni non plus du peuple de l'identité nationale, communiant dans le rejet et la haine des « étrangers ». Le peuple qui surgit dans un moment comme le soulèvement des Gilets Jaunes n'a rien d'unanimiste. C'est une notion décentrée, dynamique et radicalement politique. Le peuple, cela peut être tout le monde, à l'exception de ceux qui contribuent à opprimer le peuple.

décennies, mais jusque-là on avait toléré, accepté. Maintenant, non. Trop c'est trop. Et quand on commence à ne plus accepter l'inacceptable, on ne peut pas s'arrêter à mi-chemin… Il faut cependant ajouter la chose suivante : Macron, notre pauvre Ju-par-terre, il fait juste son job. Il veut seulement être le premier de la classe dans un système où les Etats sont subordonnés aux marchés financiers et où la seule façon pour un gouvernement de s'en sortir un peu moins mal que ses voisins est d'attirer davantage de capitaux. Alors, il faut faire le tapin, racoler en montrant ses plus beaux avantages fiscaux, balancer aux orties toutes les protections sociales, promettre aux investisseurs la main-d'œuvre la plus consentante et le meilleur profit possible. C'est ce qui explique les cadeaux faits aux plus riches et aux grandes entreprises (bien plus que la fameuse théorie du ruissellement qui prend l'eau de toutes parts). La politique de Macron, et qu'un autre mènerait à sa place, est donc l'effet d'un système-monde dominé par la force de l'argent, l'exigence de rentabilité et de performance et la logique productiviste qui en découle. Ce que nous devons abattre va au-delà du petit Macron, tout cul par terre qu'il soit. Qu'il parte ne sera qu'un (très bon) début.

La puissance du soulèvement actuel tient également au refus de la représentation dont il a fait preuve jusqu'à présent. A son refus d'être représenté. A son refus de toute récupération politicienne. A sa conscience que la démocratie représentative est devenue une farce, qui consiste à choisir soi-même ceux qui vous trompent et vous méprisent, à se faire déposséder d'une capacité individuelle et collective dont on découvre maintenant qu'on peut la reprendre. Maintenir cette attitude avec fermeté, face à toutes les manœuvres déjà en cours, sera un rude défi. Mais pour l'heure, les appels à une démocratie véritable se multiplient : en clair, le pouvoir au peuple, pour le peuple, par le peuple. Les initiatives fleurissent partout : appel à former des comités populaires, avec leurs assemblées régulières, à construire des maisons du peuple sur les places publiques pour débattre mais surtout pour s'organiser concrètement. On parle de destitution. On parle de sécession. On parle de communes libres. On souligne qu'il ne faudra surtout pas, une fois Macron parti, le

remplacer par un autre, puisqu'il s'agit de reprendre en main, par nous-mêmes, l'organisation de nos vies. On parle de s'inspirer de la cité athénienne, de la Commune de Paris, du Chiapas et du Rojava.

Et c'est pourquoi j'écris cette lettre, depuis le Chiapas. Parce qu'ici, au sud du Mexique, la rébellion fleurit depuis 25 ans. Il y a 25 ans, le 1er janvier 1994, les indiens mayas zapatistes, ceux qui n'étaient rien, les plus petits, les invisibles de toujours, ceux qui ont dû se couvrir le visage pour qu'on les voie enfin, se sont soulevés au cri de « YA BASTA ! ». « Ça suffit ! » aux politiques néolibérales et au Traité de Libre Commerce d'Amérique du Nord qui entrait en vigueur ce jour-là ; « ça suffit ! » au pouvoir tyrannique qui s'imposait au peuple depuis 70 ans ; « ça suffit ! » à cinq siècles de racisme, de mépris et d'oppression coloniale. Pendant un temps, les zapatistes ont dialogué avec les autorités mexicaines et ont même obtenu la signature d'un accord en 1996 ; mais les gouvernements successifs ne l'ont jamais mis en œuvre. Alors, les zapatistes ont décidé de mettre en pratique par eux-mêmes leur aspiration à l'autonomie, qui n'est pas du tout une manière de se séparer d'un pays qui est le leur, mais une *sécession par rapport à une certaine forme d'organisation politique et institutionnelle.* Ce qu'ils ont mis en place, c'est précisément un gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Un auto-gouvernement des gens ordinaires, impliquant une dé-spécialisation de la politique. Ils ont formé leurs propres instances de gouvernement et leurs assemblées, au niveau des communes libres comme au niveau des régions. Leurs propres instances de justice qui résolvent les problèmes par la médiation. Leurs propres écoles et leurs propres centres de soin, dont ils ont entièrement repensé le mode de fonctionnement.

Et ils le font non pas pour répondre aux nécessités d'un système national et mondial fondé sur le profit et le pouvoir de quelques-uns. Ils ne cherchent pas à être performants. Ils ne cherchent pas à être compétitifs. Ils ne cherchent pas à réussir dans le monde des technocrates et des gestionnaires de tous poils. Ils veulent seulement que toutes et tous puissent vivre modestement mais dignement. Que tous et toutes soient non seulement écouté.e.s mais participent

activement à l'organisation de la vie collective. Ils veulent seulement que la logique folle de l'Économie ne laisse pas à leurs enfants et aux nôtres un monde dévasté et invivable ; et, pour cela, ils se préparent à résister à la tourmente qui s'approche.

Alors, oui, il est démontré, au Chiapas, mais aussi ailleurs et dans bien des pages de l'histoire de France que le peuple qui se soulève peut reprendre son destin en main. Il n'a pas besoin des hommes politiques ni des institutions représentatives qui ne font rien d'autre que le déposséder de sa puissance. Il peut s'organiser par lui-même, former des communes libres, déterminer à nouveau frais la manière dont il entend vivre, car il est acquis qu'on ne veut plus vivre comme on l'a fait durant tant d'années. L'exercice de cette liberté n'a rien d'aisé, mais ce que je peux dire, depuis le Chiapas, c'est qu'il donne aux rebelles un formidable sentiment de fierté, fait éprouver la force de la dignité retrouvée et la joie qui s'attache à la découverte de ce que permet la puissance collective.

Justice. Vie digne pour toutes et tous. Pouvoir du peuple. Cela suppose de ne plus se laisser berner par la farce de la démocratie représentative – ni même par les promesses peut-être à venir d'une nouvelle constituante – et de ne plus consentir à reproduire un monde dominé par l'exigence productiviste et consumériste de l'Économie.

Vive la digne rage de celles et ceux qui ne sont rien !
Dehors les Macrons et autres apprentis-jupiter !
Mort au système inique, destructeur et inhumain qu'ils servent !
Vive la puissance du peuple qui se soulève
et s'organise par lui-même et pour lui-même !

San Cristobal de Las Casas, décembre 2018.
An 25 du soulèvement zapatiste.
An 1 du soulèvement des gilets jaunes
et des colères de multiples couleurs

II. « Contre la dictature de l'argent sur nos vies » [2]

Aujourd'hui, un gouvernement ne peut guère s'écarter de ce que les forces dominantes de l'Économie attendent de lui. Ses marges de manœuvre sont infimes. Pour s'en sortir un peu moins mal que les pays voisins, il n'a guère d'autres ressources que d'attiser la concurrence pour arracher quelques parts de marché supplémentaires et attirer davantage de capitaux. Pour y parvenir, trois conditions revêtent une importance particulière aux yeux des investisseurs : réduire ou du moins contenir le coût de la main-d'œuvre ; flexibiliser le droit du travail ; offrir une fiscalité avantageuse aux entreprises et aux contribuables les plus aisés (dont font partie les gestionnaires des grandes sociétés, que des salaires mirobolants lient fermement aux intérêts des actionnaires). On voit sans peine qu'une part considérable des politiques publiques menées en régime néolibéral n'est rien d'autre que la mise en œuvre scrupuleuse d'un tel programme, celui des acteurs du capital et de toutes les institutions nationales et internationales qui se soucient de la « bonne marche de l'économie ».

Une telle politique ne relève pas de l'inclination personnelle de tel ou tel responsable ou groupe politique. Elle répond à des déterminations beaucoup plus profondes, structurelles. Il est parfaitement logique que dans un monde où l'Économie constitue la force dominante, ce soient les forces dominantes de l'Économie qui imposent partout leur loi, même si cela ne va pas sans résistances et quelques insuccès. On aurait tort de personnifier ces forces dans tel ou tel chef d'État, fût-il celui

[2] Appel des Gilets Jaunes de Saint-Nazaire lors de l'Assemblée des Assemblées (Commercy, 26 au 27 janvier 2 019).

d'une grande puissance, ou même dans les patrons du CAC 40 ou les 500 plus grosses fortunes mondiales listées par la revue Forbes. Même si ceux-là profitent ostensiblement de l'état de fait, on a plutôt affaire à un système tentaculaire, doté de ramifications complexes. Si l'on veut se faire une idée de ce que les zapatistes appellent la « société du Pouvoir », on peut y inclure un ensemble d'environ 150 grands groupes qui contrôlent près de la moitié de l'activité économique transnationale (banques, fonds de pension et sociétés de gestion d'actifs, tel Black Rock qui gère à lui seul 6 000 milliards de dollars d'actifs). A ce noyau dur de l'économie mondialisée, on peut ajouter les divers rouages de ce que l'on appelle les marchés financiers (avec, outre les grands investisseurs, le rôle décisif des agences de notation), les organismes financiers internationaux (FMI, BM, OMC…) et les principales banques centrales, ainsi que quelques hauts fonctionnaires cosmopolites qui multiplient les passerelles entre secteur privé et administration publique.

Le néolibéralisme – et c'est l'une de ses principales caractéristiques – a permis de mettre en place une subordination structurelle des États par rapport aux forces de l'Économie, devenues largement transnationales. La raison en est simple. Depuis la fin du XVIII[e] siècle, le capitalisme s'était développé sur la base des marchés nationaux. Ce fut l'une des fonctions majeures des États que de créer ces marchés nationaux notamment par l'élimination des barrières douanières internes, l'unification des normes et des réglementations, l'homogénéisation de l'espace économique grâce à l'essor des chemins de fer. Les empires coloniaux des grandes puissances ne furent que les extensions propres à chaque marché national et la rivalité de ces impérialismes cloisonnés et concurrents fut à l'origine du cycle terrifiant des deux guerres mondiales. Après 1945, l'affirmation de l'hyper-puissance états-unienne et un premier essor des entreprises multinationales anticipèrent certains aspects des mutations à venir. Mais c'est seulement avec l'étape néolibérale, à partir de la fin des années 1970 et surtout de la décade suivante, que s'est véritablement constitué un marché mondial unique, à la fois pour la main-d'œuvre, les marchandises, les services et les flux financiers. Quatre phénomènes majeurs en ont résulté : la délocalisation massive de la production (industrielle et tertiaire) vers les régions à

faible coût du travail; l'installation durable d'un chômage de masse dans les régions où ce coût est plus élevé (phénomène encore accentué par l'automatisation de la production) ; la libéralisation des mouvements de capitaux (par la suppression des taxes et des restrictions qui prévalaient jusqu'alors); la hausse des déficits publics conduisant à un endettement croissant des États (passé en quatre décennies d'une moyenne de 20 % à près de 100 % du PIB dans la plupart des pays développés). Ce dernier point a pour conséquence que l'État, désormais débiteur, organise un transfert massif d'argent qui va de l'ensemble des contribuables vers les détenteurs du capital. Il est probable que le consentement à l'impôt serait sérieusement ébranlé si l'on prenait conscience qu'en France les deux-tiers de l'impôt sur le revenu servent à payer des intérêts à ceux qui possèdent des titres de dette.

Le chômage de masse et la menace des délocalisations ont offert aux entreprises des arguments de poids pour imposer des conditions de travail toujours plus dures et obtenir à la fois une forte hausse de la productivité et une compression des coûts salariaux. Les caractéristiques fondamentales du néolibéralisme ont ainsi permis un basculement du rapport de force entre capital et travail au bénéfice du premier, ce qui s'est traduit par la restauration au moins momentanée de taux de profit bien plus élevés, après leur forte érosion au cours des années 1960 et 1970. Quant à la subordination structurelle des États, elle trouve là aussi ses bases fondamentales. Outre la nécessité de l'emporter dans la compétition internationale pour séduire les investisseurs, le chantage aux délocalisations pèse lourd dans la détermination des politiques publiques. En outre, l'endettement des États les rend particulièrement dépendants des marchés financiers sur lesquels ils doivent continuer à emprunter, notamment pour financer le service de la dette. D'une manière générale, il est évident que la dette implique un rapport de domination : celui qui prête commande. Mais des mécanismes plus spécifiques entrent en jeu, notamment par le biais des agences de notation : dès qu'un gouvernement envisage le moindre écart vis-à-vis de l'orthodoxie néolibérale, ces agences dégradent sa note, ce qui entraîne une hausse des taux d'intérêt auxquels il peut emprunter, alourdissant encore le fardeau de la dette

et accentuant ses difficultés. Il y a là un très puissant mécanisme de contrôle systémique et de normalisation des politiques publiques.

C'est ainsi que se met en place la subordination structurelle des États, soit l'ensemble des mécanismes par lesquels ces derniers sont contraints d'appliquer les politiques que les forces économiques attendent d'eux. Cette subordination structurelle est également l'une des causes majeures de la crise des démocraties représentatives (avec d'autres facteurs, comme le poids de l'argent dans les campagnes électorales). La contradiction est en effet la suivante : les hommes politiques doivent obtenir l'assentiment des électeurs pour parvenir au pouvoir ; mais pour pouvoir l'exercer, c'est de l'assentiment des marchés qu'ils ont besoin. Cette situation rend inéluctable la trahison de leurs engagements de campagne. Plus largement, le fait que les dirigeants des États, de droite ou de gauche, soient contraints de se plier aux impératifs de l'Économie est à l'origine de la perte de crédibilité des élites politiques et de la crise des systèmes représentatifs. Et c'est ce qui contribue à orienter vers l'extrême droite le mécontentement d'une part croissante des électeurs, qui se sentent à juste titre abandonnés et méprisés.

Avant de poursuivre le raisonnement, deux autres traits fondamentaux du néolibéralisme doivent être mentionnés. Le premier est la marchandisation (tendancielle) du monde. Alors que dans la période antérieure, l'économie s'articulait à des sphères sociales et institutionnelles fonctionnant en partie selon des logiques propres, on assiste à une nouvelle expansivité des rapports marchands, par la privatisation des services publics et des ressources naturelles, par l'essor de la gestion managériale jusque dans les administrations, les hôpitaux ou les universités, ou encore avec la marchandisation des subjectivités elles-mêmes, invitées à valoriser leur propre capital humain et à tout mesurer par des quantités monétaires. Même si les rapports marchands ne peuvent s'imposer partout, le monde de l'Économie s'étend comme jamais il ne l'avait fait auparavant, pénétrant jusqu'au plus intime de l'être.

L’autre caractéristique, c’est la financiarisation de l’économie. Elle tient à l’extension de l’activité bancaire et boursière. Tandis que le PIB mondial a quadruplé entre 1980 et 2010, le volume des actifs financiers (actions et titres de dette) a été multiplié par 18. Les activités financières ont donc crû à un rythme quatre fois supérieur à celui de l’ensemble de l’économie. Plus important encore, la sphère financière a acquis un rôle sans cesse plus dominant par rapport aux autres secteurs de l’économie. Le souci des marchés détermine de plus en plus la gestion des entreprises. La tendance à verser d’importants dividendes, parfois au détriment de l’investissement et donc de l’intérêt à long terme de l’entreprise elle-même, contraste avec la période antérieure ; mais c’est là une nécessité pour éviter que les actionnaires ne se tournent vers d’autres titres plus avantageux. Et dans cette logique – on ne le sait que trop –, plus une entreprise licencie, plus sa cote boursière monte.

Autre aspect de la financiarisation de l’économie, les investissements financiers des entreprises du secteur productif ne cessent d’augmenter et représentent une part croissante de leurs bénéfices. Cela signifie que les profits issus de l’activité productive elle-même, en particulier dans des secteurs traditionnels comme l’automobile, tendent à devenir insuffisants et ne peuvent être étoffés que par le recours aux activités financières. On pourrait presque dire que ces grandes entreprises ne gagnent plus de l’argent en vendant des voitures mais en prêtant de l’argent aux consommateurs pour qu’ils achètent des voitures. C’est pourquoi certains ont proposé de parler d’un « capitalisme inversé » : au lieu que les activités financières soient au service de la sphère productive, c’est la production qui sert désormais à soutenir les gains financiers.

La financiarisation de l’économie ne permet plus de dissocier une bonne économie productive et une finance perverse qui viendrait vampiriser la première. Au contraire, il faut reconnaître que l’ensemble du système économique ne se soutient que grâce à l’extension effrénée du crédit et des profits financiers. Ni «la finance» dans son ensemble, ni à plus forte raison tel ou tel banquier cupide

(que certains affubleraient volontiers d'un nom juif) ne sauraient donc être pointés du doigt comme l'origine des problèmes actuels. Ceux-ci tiennent plutôt à la logique d'ensemble d'un système économique au sein duquel la sphère financière a en effet acquis une position dominante. Mais les deux sont désormais indissociables.

Reste à aborder une question cruciale. Une modalité de l'économie capitaliste qui ne serait pas néolibérale est-elle aujourd'hui possible ? C'est l'espérance de ceux qui, dans leur critique du néolibéralisme, aspirent à revenir vers une forme antérieure d'organisation dans laquelle la sphère financière aurait moins de place et où l'État serait capable d'encadrer les forces économiques pour en atténuer les effets néfastes. C'est aussi le credo de ceux qui prônent une démondialisation qui permettrait de renforcer des cadres nationaux jugés plus protecteurs. Pourtant, tous les éléments avancés depuis le début de ce chapitre vont en sens inverse. En effet, si les États constituent toujours des rouages du capitalisme globalisé, indispensables pour perfectionner le contrôle social des populations et parfaire l'aménagement économicisé des territoires, leur subordination structurelle interdit tout mouvement s'écartant de ce que requièrent les forces de l'Économie, puisqu'alors de puissants mécanismes de normalisation se mettent en branle, par la spéculation monétaire, la défiance des marchés, la fuite des capitaux, la hausse des taux d'intérêt, les délocalisations productives, les contraignant ainsi à se soumettre sans délai.

Mais est-il vraiment impossible que les conditions structurelles de cette subordination des États soient modifiées? Reconnaissons d'abord que le rôle des États n'a pas été constant durant la période néolibérale. Si l'âge d'or du néolibéralisme, à la fin des années 1980 et dans la décennie suivante, a été marqué par une claire réduction des interventions étatiques dans le domaine économique, sa mise en œuvre initiale n'a été possible que grâce aux politiques des États, qui ont eux-mêmes détruit les conditions de leur souveraineté. Enfin, la crise de 2007-2009 a montré que seuls les États pouvaient éviter une contagion de la crise grâce à des plans faramineux de soutien aux

banques et aux plus grosses entreprises. Depuis, une inflexion semble se faire jour, tendant à admettre que le fonctionnement de l'économie néolibérale requiert un soutien plus affirmé de l'État dans certains domaines. Mais cela n'autorise en rien à invoquer une fin du néolibéralisme, dont les traits les plus fondamentaux ne sont nullement remis en cause.

Surtout, le passage à la modalité néolibérale du capitalisme n'a pas été le fait d'un simple choix, opéré par certains, entre plusieurs options possibles. Si tel avait été le cas, il serait loisible de penser que la décision prise jadis dans un sens pourrait aisément être effacée par une autre décision, en sens inverse. Mais il n'en est rien, puisque, comme on l'a vu, les politiques néolibérales ont permis de créer des mécanismes de normalisation qui s'activent dès que certaines velléités de s'en écarter sont détectées. Surtout, le glissement vers le néolibéralisme n'a pas été seulement le résultat d'une offensive idéologique de ses partisans. Celle-ci n'a pu être couronnée de succès que parce que s'épuisaient les conditions de possibilité des anciennes politiques keynésiennes, accordant à la dépense publique un rôle décisif de soutien de la croissance. Du reste, les premières réponses aux signes de crise, dans les années 1970, étaient encore largement keynésiennes, avec l'expansion de l'émission monétaire, la hausse des dépenses publiques et de l'endettement, surtout dans le cas des États-Unis. C'est l'échec de ces politiques, menées notamment par Nixon, qui a ouvert la voie au revirement néolibéral, nécessaire pour modifier le rapport de force avec les travailleurs et restaurer un taux de profit qui s'était fortement érodé, en même temps que pour contourner une situation de suraccumulation dans laquelle le capital disponible ne trouvait plus à s'investir de façon satisfaisante dans la production.

C'est pour pallier ces difficultés que les politiques néolibérales ont œuvré à étendre la sphère d'action dévolue au secteur privé, à permettre une extension des possibilités de gain offertes par les activités financières et par l'essor de l'endettement. Depuis lors, tous ces champs d'expansion de la valorisation du capital sont devenus vitaux pour l'économie mondiale, de sorte que tout retour en arrière

qui tendrait à les restreindre est proprement impensable. Enfin, si l'on ajoute que l'impératif absolu de croissance, inhérent au capitalisme, implique une tendance toujours plus poussée à l'unification spatiale, il paraît peu probable qu'il puisse poursuivre sa dynamique tout en restreignant ses horizons, c'est-à-dire en se repliant vers des marchés plus étroits et en renonçant aux prospères activités du commerce mondial. On ne peut pas demander au capitalisme d'aller à rebours de sa logique la plus fondamentale sans aussitôt renforcer une dynamique de crise qui tend à l'étouffer.

Ceux qui prônent une démondialisation font donc mine d'ignorer les dynamiques fondamentales du système économique réellement existant. Il n'est cependant pas exclu que dans un processus d'effondrement progressif de ce système, des tendances à la démondialisation puissent se manifester, avec un retour à des blocs économiques continentaux ou nationaux. On observe du reste que Trump affirme vouloir restaurer la grandeur nationale de son pays, au détriment des logiques mondialistes. Toutefois, s'il a tenté de mettre en œuvre une telle politique (ou s'est efforcé de donner cette impression), il n'y est guère parvenu. Ainsi, même le président de ce qui demeure encore la première puissance du globe a vu se dresser devant lui de puissants mécanismes systémiques tendant à faire prévaloir les logiques de l'économie mondialisée. Par ailleurs, en agissant ainsi, il n'a fait que contribuer malgré lui à une transition délicate, celle qu'implique le recul de l'hégémonie états-unienne, obligé de céder du terrain à une Chine en pleine ascension. Autrement dit, des tendances à la démondialisation pourraient se développer dans les prochaines années, mais cela ne pourrait constituer qu'un signe supplémentaire de la crise structurelle du système économique global et de ses croissantes difficultés à se reproduire.

On retiendra donc que les politiques menées aujourd'hui par les gouvernements ne sont pas, pour l'essentiel, l'effet de leurs choix propres. Elles sont l'expression d'un monde dominé par des forces économiques transnationales, dans lequel les États occupent une position de subordination structurelle.

En outre, la sphère financière n'est pas un parasite qui vampirise une économie productive qui, elle, serait saine et juste. L'économie capitaliste n'a pu poursuivre son développement, depuis les années 1980, que grâce à l'essor des activités financières et à l'expansion démesurée du crédit. Sans cette part devenue vitale, elle s'effondrerait immédiatement.

Enfin, il est vain de croire que l'on pourrait revenir au capitalisme tel qu'il existait avant sa phase néolibérale. S'il en est bien ainsi, une analyse critique de la situation présente conduit nécessairement à remettre en cause le monde de l'Économie dans son ensemble – un monde que l'on peut dire, tout simplement, capitaliste.

III. « Je ne veux plus vivre dans un monde où les colombes ne volent plus » [3]

Le dérèglement climatique nous oblige à tout repenser. Jamais l'humanité – et tant d'autres espèces avec elle – n'avait eu à affronter un problème affectant si profondément les conditions de vie sur la Terre. Certes, le risque d'une déflagration nucléaire planait durant la guerre froide comme une menace apparemment plus redoutable. Mais il ne s'agissait que d'une *possibilité*, tandis que le chaos climatique, moins spectaculaire car plus progressif, constitue un fait (présent et futur) absolument *certain*. Et l'ironie veut que cette catastrophe, qui met gravement en péril la vie, ait été créée par l'humanité elle-même, faisant ainsi la preuve de sa propension à l'auto-destruction. L'humanité, vraiment ? Toute l'humanité ?

Au cours des dernières années, les effets du dérèglement climatique ont commencé à être nettement perceptibles, et pas seulement pour les agriculteurs ou pour les peuples polynésiens. Tous les habitants de la planète constatent désormais des phénomènes météorologiques qui ne se produisaient pas auparavant, souffrant ici de vagues de chaleur inédites entraînant de gigantesques incendies, là de précipitations brutales ou de cyclones plus fréquents et plus violents. Ces altérations sont si flagrantes et s'accentuent si vite – bien au-delà de ce qui avait été prévu – que plus personne ne peut sérieusement contester la réalité du réchauffement climatique global. Il faut du reste souligner que celui-ci n'est en aucun cas un objet de débat scientifique : la totalité des études publiées dans les revues spécialisées reconnaissent l'origine

---

[3] Chanson des Gilets Jaunes (auteur : Antonin), <www.youtube.com/watch?time_continue=8&v=0StQEWI0ek8>.

humaine du réchauffement actuel, qui n'est nullement assimilable aux variations climatiques antérieures. Quant aux climato-sceptiques, en difficulté pour remettre en cause le fait même d'un réchauffement d'origine anthropique, ils adoptent généralement une position de repli consistant à en nier la gravité.

Vers quoi se dirige-t-on ? Selon l'accord de Paris, il faudrait limiter l'élévation des températures moyennes à 2° (ou 1,5° si possible), seuil au-delà duquel les conséquences commenceraient à devenir dramatiques. Pourtant, en 2018, à la veille de la COP 24, le Programme des Nations Unies pour l'Environnement a indiqué que même si les engagements pris lors de la COP 21 étaient respectés, ils aboutiraient à un réchauffement global nettement supérieur, de l'ordre de 3°. Et il y a tout lieu de penser que ces engagements, pourtant insuffisants, seront loin d'être tenus. Pour y parvenir, il faudrait réduire les émissions mondiales de CO_2 de 2,9 % par an jusqu'en 2050, alors qu'en 2017, ces émissions ont encore *augmenté* de 2 %.

Même en admettant une accélération des politiques de transition énergétique, un scénario hautement probable est celui que la Banque mondiale avait mis en avant il y a quelques années, avec une hausse des températures moyennes atteignant 4°. Or il faut savoir que de tels chiffres correspondent à des *moyennes* planétaires. Les océans se réchauffant moins que les terres émergées, une hausse moyenne de 4° correspond à une augmentation des températures *continentales* proche de 6°. En outre, ces hausses elles-mêmes ne sont pas également réparties, de sorte qu'un 4° planétaire, transformé en 6° pour les habitants des cinq continents, implique des moyennes plus élevées encore pour bon nombre d'entre eux.

Ces seuls chiffres, annonçant l'étuve à venir, devraient suffire à nous faire froid dans le dos – si l'on peut dire. Mais sommes-nous capables de prendre vraiment la mesure de ce qu'ils annoncent ? En voici quelques aspects : élévation du niveau moyen des océans comprise entre un et deux mètres, déplacés climatiques par centaines de millions, vagues de chaleur et sécheresses dramatiques, pluies torrentielles et cyclones ultra-violents, destructions répétées des

récoltes et gigantesques glissements de terrain avec leur lot de villages enfouis sous la boue, acidification des océans et dissolution des coraux, disparition de la forêt amazonienne et de tant d'autres écosystèmes dont dépend la vie de peuples entiers, réduction des terres arables, apparition de nouveaux insectes nuisibles attaquant les cultures, expansion de maladies tropicales vers des populations dépourvues de défenses immunitaires, manque d'eau et intensification des conflits pour le contrôle de celle-ci, etc., etc. Encore ce panorama désolant ne constitue-t-il qu'un scénario plutôt modéré, minimisant sans doute les phénomènes de rétroaction et d'accélération non linéaire qui font du changement climatique un processus en partie imprévisible qui, de surcroît, se combinera aux effets des multiples pollutions et à un effondrement de la biodiversité qui ne cesse de s'accélérer sous nos yeux.

Ces bouleversements sont proprement telluriques. Ils font entrer la planète dans une nouvelle période géologique, dénommée Anthropocène. Nous vivons dans un monde où l'humanité est devenue une force géologique qui ne se contente plus de modifier son environnement direct, comme elle l'a toujours fait, mais altère désormais les processus essentiels de la Terre à l'échelle *globale*. L'Anthropocène est une période inédite, marquée par un dérèglement climatique d'origine anthropique. Et si la courbe n'est pas tracée d'avance et hésite encore entre plusieurs trajectoires possibles, le moment est venu de sortir de l'indifférence et de la passivité. Le temps est compté avant que le pire ne devienne certitude.

Si la prise de conscience semble progresser rapidement sur ce point, les lectures biaisées ne manquent pas, dès lors qu'on aborde les causes du réchauffement climatique. Il y a quelques mois, le *New York Times* a consacré la totalité de son supplément hebdomadaire à cette question. Il soulignait que la gravité du réchauffement en cours avait été identifiée dès les années 1980, pour conclure que si rien n'avait été fait, ni alors ni plus tard, c'est parce que l'être humain est, par nature, imprévoyant et incapable de prendre des décisions difficiles. Ainsi, tandis que certains minimisent la gravité et l'urgence du

réchauffement climatique, d'autres, pourtant conscients de l'une comme de l'autre, désamorcent toute possibilité d'un réel sursaut. En effet, si le dérèglement climatique est le fruit empoisonné d'une éternelle nature humaine, rien alors ne permet d'éviter l'inéluctable. Ne reste qu'à s'y adapter, en tentant de l'amoindrir par le recours à la géo-ingénierie – une option hyper-techniciste qui fascine les apprentis-sorciers et dont les effets sur les écosystèmes ont toute chance d'être plus dramatiques encore que ce qu'elle vise à combattre.

Attribuer la responsabilité du dérèglement climatique à la nature humaine ou même à l'humanité en tant que telle est une supercherie et une insulte à tous les peuples du monde qui n'y ont en rien contribué – ou si peu. L'actuelle concentration de gaz à effet de serre est le résultat d'un processus qui a commencé avec la révolution industrielle, à la fin du XVIIIe siècle, avec l'utilisation massive de la machine à vapeur dans l'industrie et les transports. Le phénomène s'est amplifié au XXe siècle, avec le recours massif au moteur à explosion et au pétrole, jusqu'à connaître une accélération après 1945, avec l'essor de la société de consommation puis la mondialisation de l'économie. Né à un moment précis, le phénomène s'inscrit dans une géographie également spécifique. Il est né en Grande-Bretagne, avant d'être portée par les États-Unis, de sorte que jusqu'en 1980, plus de la moitié des émissions de CO_2 était le fait de ces deux seuls pays. Même si aujourd'hui la Chine et l'Inde pèsent plus lourd dans le bilan des gaz à effet de serre, c'est incontestablement l'Europe occidentale et l'Amérique du Nord qui portent la responsabilité *historique* du réchauffement climatique. On en conviendra : cela n'est pas toute l'humanité.

Au sein même des nations qui ont dominé et colonisé le monde, la responsabilité est du reste loin d'être homogène, car le bilan carbone n'est pas également réparti du haut en bas de l'échelle sociale. Plus profondément encore, c'est l'essor d'un système productif fondé sur les énergies fossiles, avec toutes les politiques de modernisation qui l'ont accompagné et rendu possible, qui doit être identifié comme la cause de l'envolée des émissions de CO_2. Il y a donc de très bonnes raisons de baptiser autrement la nouvelle période géologique identifiée

par les scientifiques : non pas Anthropocène, mais Capitalocène. En effet, ce qui a entraîné le basculement dans cette phase inédite de l'histoire de la Terre, ce n'est pas l'humanité en tant que telle, mais un système économique et social bien spécifique qu'il convient de nommer par son nom : le capitalisme. Du reste, celui-ci a créé la supposée « nature humaine » à son image, en faisant de l'égoïsme et de l'intérêt personnel des valeurs positives, ce qu'aucune culture humaine n'avait fait auparavant.

On reviendra plus loin sur ce qu'il convient d'entendre par « capitalisme », mais on peut déjà insister sur le fait que ce système ne peut se perpétuer sans une croissance continue et en principe illimitée. Cette obligation de croissance est son impératif catégorique. Dès que la croissance se ralentit, tous les voyants passent au rouge ; si elle s'arrête, la crise devient patente. Ajoutons que la croissance requise n'est pas constante, mais, en réalité, sans cesse plus forte. En effet, un taux de 2 % ou 3 % représente aujourd'hui une croissance en valeur absolue deux fois plus forte que ce que le même chiffre signifiait il y quinze ans, puisqu'entre-temps l'économie mondiale a doublé de volume. Derrière un taux de croissance identique, se cache une dilatation de l'économie toujours plus accélérée, c'est-à-dire exponentielle. Or un tel essor implique une exploitation de la nature sans cesse plus destructrice des territoires et des écosystèmes, ainsi qu'une hausse, elle-même exponentielle, du CO_2 contenu dans l'atmosphère.

Depuis le milieu du XXe siècle, le système capitaliste se soutient d'un considérable essor de la consommation de masse, qui gagne jusqu'aux recoins les plus reculés de la planète. Loin d'être spontané, ce phénomène doit être créé de toutes pièces, ce qui suppose de détruire les savoirs vernaculaires et les capacités d'autonomie qui caractérisaient les modes de vie traditionnels. Et il faut l'entretenir et l'amplifier sans cesse, par la mode, l'obsolescence programmée des marchandises, sans parler de cet appareil d'emprise cérébrale quasi-permanente qu'est la propagande publicitaire. Celle-ci engloutit près de 600 milliards de dollars de dépenses annuelles, payées à leur insu par les consommateurs, ce qui représente tout de même plus du tiers

des dépenses militaires mondiales. C'est à ce prix que peut être maintenu un consumérisme compulsif qui n'est que le reflet de l'exigence productiviste, elle-même constitutive du système capitaliste. De fait, celui-ci ne peut survivre sans produire sans cesse davantage et donc sans produire le désir de consommer davantage. Cette surenchère quantitative permanente et nécessaire est à la racine de la catastrophe climatique, environnementale et humaine dans laquelle nous sommes aujourd'hui plongés.

Ce point est crucial, car comment pourrions-nous espérer surmonter cette situation dans le cadre du système qui en est la cause ? Le capitalisme vert et le développement durable sont les labels rassurants qui tentent de convaincre l'opinion qu'on pourra surmonter les problèmes climatiques et écologiques en les transformant en nouveaux marchés, sans rien changer à la logique qui les a produits. Certes, des politiques volontaristes de transition énergétique pourraient conduire à certaines avancées, comme la rénovation thermique des logements ou la généralisation des véhicules électriques. Mais si ces derniers donnent bonne conscience à des utilisateurs qui cessent de voir le gaz carbonique sortir de leur tuyau d'échappement, la question de l'origine de l'électricité utilisée reste entière, de même que celle des matériaux tels que le lithium des batteries. Toutes les énergies alternatives entraînent à leur tour de nouveaux problèmes écologiques, territoriaux et humains graves, dès lors qu'ils demeurent pris dans la démesure et l'exigence de croissance de la compulsion productiviste. La vertu de la petite éolienne permettant une production locale d'électricité pour un groupe d'habitants se transforme en enfer dévastateur lorsque des parcs de milliers d'hélices géantes sont implantés malgré les populations concernées, détruisant de fragiles écosystèmes pour alimenter de grandes entreprises du secteur agro-industriel qui promeuvent la mal bouffe et surexploitent leurs salariés dans des zones économiques défiscalisées.

L'ampleur du désastre climatique et écologique est telle qu'il est aberrant, et même criminel, de laisser croire qu'on pourrait en sortir

grâce à quelques gestes individuels, tels qu'éteindre les lumières en sortant d'une pièce ou manger moins de viande. Pour importants que puissent être les changements personnels, l'échelle des enjeux est tout autre et concerne en grande partie des systèmes de production, de transport et d'énergie qui ne sont pas à la main des individus. Et quand bien même elle serait menée à un rythme rapide, manifestement au-delà des possibilités avérées, la transition énergétique resterait insuffisante. La chose est entendue : il est impossible de maintenir le réchauffement global dans la limite de 2° sans une diminution drastique de la consommation globale d'énergie, et donc aussi sans une baisse significative de la croissance mondiale. On a pu calculer que pour respecter les accords de Paris, il faudrait que celle-ci tombe dès *maintenant* entre 0 et 1 %, ce qui impliquerait une diminution nette du PIB moyen par habitant. Stabiliser le réchauffement climatique à un niveau certes déjà lourd de conséquences n'est donc possible qu'en mettant fin à l'exigence d'une croissance toujours aussi forte que possible. Cela implique de désamorcer la pulsion productiviste qui est constitutive du système capitaliste. De fait, celui-ci est incompatible avec une croissance faible ou nulle, dont le caractère récessif ou dépressif le plongerait immédiatement dans une crise profonde.

Quoi qu'il arrive, les effets destructeurs du productivisme capitaliste vont continuer à se déployer dans les prochaines décennies. Certains dégâts sont irréversibles et même dans le scénario le moins dramatique, les générations à venir auront la lourde tâche de réparer le monde – du moins ce qui pourra l'être encore. La question est donc de savoir si les choix qui vont être faits continueront d'approfondir la catastrophe, jusqu'à l'extinction presque complète de la vie sur Terre, ou bien si un revirement radical permettra d'interrompre la marche folle vers l'effondrement complet.

Les mobilisations pour le climat se sont récemment intensifiées (procès intentés aux États pour inaction climatique, grèves de la jeunesse, actions de désobéissance civile…). Les signes d'une prise de conscience nouvelle se multiplient au moment où les premiers effets

du réchauffement global commencent à être sensibles pour toutes et tous. Or, année après année, ces effets vont devenir plus dramatiques encore, de sorte que les réactions et les formes de lutte suscitées par le chaos climatique et écologique ne pourront que croître en ampleur et sans doute aussi en radicalité. Il y a là une force en devenir qui commence à émerger et qui a quelque chance de déborder tous les pronostics.

Sans doute aurait-on intérêt à considérer que cette force n'est pas seulement humaine. Elle s'ancre dans les réactions de ce que les peuples amérindiens appellent la Terre-mère, face aux agressions de toutes sortes. Et elle se tisse dans les interactions entre les humains et une nature perturbée qui les entraîne dans ses propres convulsions. « Nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend », dit-on dans les luttes. Il s'agit de réintégrer l'humain dans la communauté du vivant, afin de concevoir la lutte comme une alliance entre la part de l'humanité qui ne se résigne pas au désastre et les autres habitants, non humains, de la Terre.

Toutefois, si la prise de conscience de la gravité du dérèglement climatique ne peut que s'amplifier dans les années à venir, elle ne conduira pas nécessairement à éviter le pire. Le défi majeur est le suivant : il s'agit de faire en sorte que l'inquiétude grandissante suscitée par la dégradation climatique et écologique ne se laisse pas dévier vers des leurres, c'est-à-dire vers des explications biaisées et des solutions insuffisantes, voire dangereuses. Identifier la véritable cause du réchauffement global s'avère indispensable et, à cet égard, nommer « Capitalocène » la période dans laquelle nous vivons paraît judicieux. Faire apparaître l'impossibilité d'agir à la hauteur des enjeux sans rompre avec un système animé par une pulsion productiviste insatiable n'est pas moins décisif. En ce sens, si le souci écologique paraît devoir faire l'objet d'une unanimité de plus en plus large, les chemins divergents auxquels il conduit obligent à rompre cette illusion consensuelle. Le combat à mener ne peut qu'opposer ceux qui mettent en cause la responsabilité du capitalisme et ne voit pas d'autre

option que d'en sortir et ceux qui, péchant par omission, s'en font les complices.

Au total, le choix est assez simple, du moins à énoncer : la croissance ou le climat. Mais la croissance n'est elle-même que l'expression d'un impératif constitutif du capitalisme ; et tant que celui-ci continuera de prévaloir, la catastrophe climatique et biosphérique ne pourra que s'approfondir. Si l'on ne veut pas se condamner à voir « changer le climat » au-delà du supportable, il n'y a pas d'autre voie que de « changer le système » – dont le cœur est le productivisme compulsif du capitalisme. Sinon, la planète continuera de s'enfoncer dans un abîme où la possibilité même de la vie – une vie digne, si ce n'est la vie tout court – se réduira sans cesse plus drastiquement. Les luttes à mener sont multiples, mais aucune ne peut ignorer la nécessité de préserver la possibilité de vivre sur Terre.

IV. Avis de tempête planétaire : crise structurelle du capitalisme

Dans quel monde vivons-nous ? Les médias dominants, dont la tâche est moins *d'informer* que de *former* une certaine idée de la réalité, répètent du matin jusqu'au soir que nous sommes en démocratie : tandis qu'ailleurs des dictateurs méprisent le verdict des urnes et bâillonnent leurs opposants, nous avons la chance d'élire nos gouvernants et de jouir de toute la palette des droits humains. Par contraste avec de tels épouvantails, nous voilà sommés d'adhérer au monde qui est le nôtre. Pourtant, cette manière de construire la réalité en omet les traits les plus marquants. Nous vivons peut-être dans des démocraties représentatives, au demeurant exsangues, mais nous vivons surtout dans le monde de l'Économie, un monde dans lequel les logiques qui prévalent sont la quête du profit, l'impératif de croissance, la compulsion productiviste et consumériste, l'argent comme mesure de toutes choses, l'aménagement économicisé des territoires et la marchandisation des subjectivités, avec toutes les conséquences destructrices qui en découlent.

La réalité dominante qui nous entoure et nous enserre de bien des manières est celle du monde de l'Économie. Le dénommer « capitalisme » n'est ni aberrant ni désuet, car la quête du profit qui en est le principal moteur n'est rien d'autre que l'exigence de valorisation de l'argent investi, c'est-à-dire du capital. Dire cela, c'est commencer à répondre à la question qui émerge des deux chapitres précédents. En effet, si les politiques néolibérales sont l'expression des évolutions du capitalisme et si celui-ci est la cause fondamentale du chaos climatique et biosphérique, alors il importe d'établir aussi précisément que possible en quoi consiste ce système. D'abord parce qu'il serait fatal de

se tromper d'ennemi – comme de se tromper sur lui –, mais aussi parce qu'il est indispensable de savoir de quoi exactement nous devons nous libérer. Une fois le capitalisme identifié dans ses caractéristiques principales, il faudra en préciser les dynamiques actuelles (pleine santé sous les apparences d'une crise utilisée comme arme de gouvernement, effondrement programmé ou crise structurelle ?) et établir les implications politiques de l'hypothèse retenue.

Qu'entend-on exactement par capitalisme ? Il faut d'abord récuser l'idée selon laquelle le capitalisme ne serait que l'amplification de pratiques, comme le commerce, ou d'attitudes, comme l'appât du gain, attestées depuis des millénaires. Au contraire, il s'agit d'un système économique et social très singulier dont la mise en place, à partir du XVIIIe siècle, a impliqué une véritable rupture, anthropologique et civilisationnelle, par rapport à toutes les sociétés humaines antérieures. Par ailleurs, il serait réducteur de définir le capitalisme par la simple conjonction de l'économie de marché et de la propriété privée des moyens de production. S'il en était ainsi, il suffirait d'étatiser l'économie et d'assurer par la planification une répartition plus juste des richesses pour y mettre fin. L'expérience de ce que l'on a appelé bien à tort le « socialisme réel » du XXe siècle démontre le caractère erroné d'une telle perspective : au-delà de ses dérives criminelles et de son échec, le bloc soviétique n'est jamais parvenu à rompre avec les logiques fondamentales du capitalisme.

Ce qui caractérise le système capitaliste c'est, *a minima*, la centralité du travail salarié (jamais aboli dans les pays dits socialistes). Le primat du salariat suppose ceci : ceux qui ont été dépossédés de tout moyen de produire ce dont ils ont besoin pour vivre doivent, en échange d'une quantité d'argent sans laquelle ils ne pourraient pas subsister, mettre leur temps et leur capacité de travail à disposition de ceux qui disposent de la propriété – ou de la maîtrise – des moyens de production. En outre, derrière le salariat, rapport social impliquant une puissante subordination, se cache une caractéristique majeure du capitalisme. En effet, son ressort fondamental c'est l'exigence que le capital investi se transforme en davantage de capital. Et c'est la

production qui en est le principal moyen. Ainsi, les marchandises produites (biens ou services) n'importent pas par elles-mêmes, mais seulement dans la mesure où elles représentent une valeur qui valorise le capital investi. Leur qualité d'objet et l'usage que l'on peut en faire ne sont pas la véritable finalité de la production, mais seulement le moyen de l'accumulation du capital. C'est là le fondement du productivisme compulsif du capitalisme : on y produit pour produire, afin de satisfaire l'exigence de valorisation du capital.

Encore faut-il ajouter que le capitalisme n'est pas seulement un système économique. Il convient d'en avoir une compréhension beaucoup plus ample, car le fonctionnement de cette sphère particulière qu'est l'économie, dotée d'un poids déterminant qu'elle n'avait jamais eu auparavant, implique aussi un certain type d'organisation sociale et politique, ainsi qu'un ensemble (variable et contrasté) de représentations et de valeurs qui touchent à la conception même de l'être humain et du monde. Plus qu'un système économique, le capitalisme est un type de société organisé *autour de* et *pour* la marchandise, même si tout en lui – y compris à l'ère néolibérale – ne relève pas des logiques marchandes. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'il est la *société de la marchandise*, un monde que l'Économie modèle selon ses nécessités et, de plus en plus, à son image même. L'exigence de valorisation de la valeur en est le principe irradiant qui tend à s'imposer partout, y compris selon des modalités non économiques, par sa capacité à modeler les territoires et les imaginaires, à gouverner les populations et à en déterminer les conduites. Il en découle notamment que le capitalisme n'est pas seulement une réalité extérieure à nous, mais s'avère omniprésent jusque dans nos manières d'être.

Cependant, au moment même où, dans ses modalités néolibérales, le capitalisme devient plus « pur » en se débarrassant de logiques sociales et institutionnelles qui ne répondent pas directement à ses impératifs, s'accumulent également les signes d'une crise profonde. On aurait tort de réduire la crise à une technique de gouvernement, même s'il est évident qu'une « stratégie du choc » l'a instrumentalisée

pour imposer des mesures impopulaires. Il ne s'agit pas non plus d'une crise cyclique, vouée à être surmontée afin de passer à un nouveau cycle d'accumulation du capital, mais d'une dynamique de crise structurelle, permanente, qui s'intègre aux formes mêmes de l'accumulation. En outre, cette crise n'est pas seulement économique, mais entrelace de multiples aspects, notamment politiques, écologiques, sociaux, financiers, migratoires ou encore subjectifs.

Évoquons-les brièvement. Les raisons de la décomposition des systèmes politiques, marqués par une profonde perte de crédibilité et dérivant vers l'autoritarisme et l'identitarisme haineux, ont déjà été évoquées. Il ne saurait en aller autrement dans une situation de subordination structurelle des États où, quels que soient les engagements de campagne et les attentes des électeurs, les politiques menées sont, pour l'essentiel, celles que requièrent les forces dominantes de l'Économie. Si cette situation affecte d'abord ceux dont les aspirations sont bafouées et les droits progressivement restreints, elle entraîne aussi une instabilité croissante et une crise d'hégémonie qui minent la capacité des élites à asseoir leur domination.

S'agissant de la crise écologique, quelques remarques peuvent être ajoutées à ce qui a déjà été dit. Si la « transition énergétique » et le « développement durable » ouvrent de nouveaux marchés prometteurs, cette crise entraîne aussi de graves difficultés pour le monde de l'Économie lui-même. L'épuisement tendanciel des énergies fossiles et de nombreux minerais stratégiques conduira à une forte hausse des coûts de production. A quoi il faut ajouter les inconvénients économiques de plus en plus exorbitants des multiples formes de pollution, avec par exemple leur charge sur les systèmes de santé ou encore l'impossibilité de se déplacer et de travailler en cas de toxicité maximale de l'air, comme dans les villes chinoises. La facture des phénomènes météorologiques extrêmes découlant du chaos climatique est également destinée à croître vertigineusement. La logique de marchandisation pourra bien transformer, un temps durant, le malheur en juteuse occasion de profit ou poursuivre les affaires comme si de rien n'était, le moment viendra où la pression

sociale freinera la propension des entreprises à externaliser le coût des dégradations écologiques et où la destructivité de l'activité productive, l'ampleur des désordres et l'élévation des coûts à supporter, se combinant aux autres facteurs de crise, rendront de plus en plus difficile la reproduction du monde de l'Économie.

La crise sociale n'est pas moins évidente : chômage de masse et précarisation, exclusion et ghettoïsation, délinquance et violences de toutes sortes, vagues de féminicides, montée du racisme et des replis identitaires, odyssées tragiques des migrants… Pour une bonne part, cette crise sociale est la conséquence des mutations du travail, sans cesse plus défavorables aux salariés (flexibilisation, exigences de productivité poussées à l'extrême, etc.), mais aussi d'une contradiction entre la persistante centralité sociale du travail et l'impossibilité croissante d'y intégrer l'ensemble de la population. Le potentiel de crise de cette situation est double. Accentuer la pression sur les salariés représente un avantage évident pour les gestionnaires de l'Économie; mais un tel processus n'est pas sans limite, lorsque la souffrance au travail atteint un degré intolérable et que se multiplient *burn-out* et suicides dans le cadre professionnel. Car cela finit par craquer. Soit individuellement, par la maladie, la mort ou la *désadhésion* de toutes celles et ceux qui, de plus en plus nombreux/ses, abandonnent un univers entrepreneurial qui finit par perdre tout sens à leurs yeux. Soit collectivement, comme lors du soulèvement des Gilets Jaunes : s'il a largement contourné la sphère du travail par ses revendications et ses modes d'action, c'est bien le socle de la société salariale qui a manifesté qu'il était à bout et crié « stop ! ». L'autre option qui, du point de vue de l'accumulation du capital, aurait l'avantage d'anéantir les résistances des salariés, consiste à parier sur la nouvelle vague de robotisation qui menace d'éliminer la moitié des emplois actuels, notamment dans les services (transports routiers, grande distribution, etc.). C'est, là encore, le socle même de la société salariale qui serait atteint, mais cette fois pour en orchestrer la disparition systématique. Ces deux dynamiques – pression maximale sur les salariés et expulsion hors du travail – sont parfaitement compatibles et, de fait, vont se poursuivre l'une et l'autre. En

conséquence, la crise sociale désormais constitutive du monde de l'Économie ne peut que continuer à s'exacerber.

Quant à l'économie même, elle peut paraître flamboyante, si l'on en juge par les profits élevés des plus grands groupes industriels et financiers ou par le gonflement incessant du patrimoine des milliardaires. Mais dans un contexte où la concurrence fait rage et où les inégalités se creusent considérablement, cela signifie surtout que les profits et la richesse sont de plus en plus concentrés. En revanche, le véritable indicateur de l'état de santé du monde de l'Économie, le taux de croissance – certes trop élevé pour permettre d'enrayer le dérèglement climatique – n'en est pas moins insuffisant pour assurer la valorisation d'une masse de capitaux sans cesse plus gigantesque. La tendance à la suraccumulation et à la surproduction est entretenue par la restriction des capacités de consommation (contention salariale, pression fiscale, hausse du chômage et de l'exclusion, etc.). Certes, le fossé entre pulsion productiviste et limites du pouvoir d'achat a pu être en partie surmonté par un recours massif au crédit, dont les politiques néolibérales ont favorisé l'essor. Mais l'extension démesurée de l'endettement, jointe aux artifices vertigineux de la finance de l'ombre, est devenue un point de très grande vulnérabilité. Supérieur à quatre fois le PIB mondial, l'endettement total constitue le trou noir de l'économie globalisée. Certes, il assure aux détenteurs de créances une rente faramineuse ; mais les échafaudages sont périlleux et peuvent s'effondrer à tout moment. C'est ce qui s'est produit en 2007-2008. Les États ont pu alors éviter la contagion de la crise en soutenant les banques et les secteurs industriels les plus menacés à coups de centaines de milliards. Mais il s'est agi d'une arme à un seul coup, car ces aides ont accentué encore le niveau d'endettement qui était l'une des causes de la crise. Depuis, l'économie mondiale a été maintenue sous perfusion par des taux d'intérêt très bas, voire négatifs, tandis que les banques centrales ont été affaiblies par le refus de liquider les actifs financiers douteux et par le rachat massif de titres de dette (*quantitative easing*). Non seulement les facteurs de crise se sont aggravés, mais la capacité à faire face à de nouveaux chocs s'est affaiblie.

Plusieurs des facteurs mentionnés convergent pour accentuer les difficultés du monde de l'Économie (notamment la hausse des coûts de l'énergie et des matières premières en voie de raréfaction, l'élévation des coûts liés au dérèglement climatique et aux effets de la pollution, ou encore les limites rencontrées dans la course à la productivité du travail et à la contention des coûts salariaux). Sur ce dernier point, les réserves de main-d'œuvre à faible coût sont vouées, elles aussi, à s'épuiser. Aujourd'hui, le socle du salariat mondial est formé par les quelque 300 millions de travailleurs chinois ayant migré des régions rurales de l'intérieur vers les villes industrielles de la côte et qui, totalement démunis face à leurs employeurs, subissent une exploitation sans limite (journée de travail de 14 heures, salaires misérables et aléatoires, logements de fortune dans des dortoirs souterrains, etc.). Telle a été, pendant les décennies néolibérales, la base de la rentabilité de l'économie mondiale. Mais les résistances commencent à s'organiser et, même si la production peut migrer encore vers des régions plus favorables, comme le Vietnam, l'inéluctable déruralisation du monde tend à restreindre l'avantage des détenteurs du capital. Au total, plusieurs facteurs convergent pour rendre à terme la production capitaliste de moins en moins rentable. Restent deux options pour contourner cette tendance. D'une part, la fuite vers les profits financiers mais, même à l'âge du capitalisme inversé, le mouvement a ses limites car la production de marchandises financières doit nécessairement être soutenue par la production réelle. D'autre part, l'accentuation de la robotisation, mais le processus a aussi ses limites, puisqu'il accentue la contradiction entre croissance de la production et contraction des capacités de consommation. Et n'oublions pas que, par elle-même, la croissance de la production accentue la dévastation écologique et porte atteinte aux conditions de reproduction de la vie sur Terre.

Les différents facteurs évoqués se renforcent mutuellement et c'est leur combinaison qui permet de parler de crise structurelle. On doit alors reconnaître que si la situation présente est déjà dramatique, ce qui vient sera pire encore. C'est ce que tentent de faire comprendre les zapatistes lorsqu'ils expliquent que s'approche une terrible tourmente.

Cette tourmente, c'est d'abord le désastre climatique et biosphérique décrit au chapitre précédent, mais c'est aussi l'entrelacement des multiples aspects de la crise structurelle du monde de l'Économie. Si ce qui est à venir doit être plus terrible encore que ce que l'on connaît déjà aujourd'hui, il convient de s'y préparer, à la fois pour survivre et pour lutter afin d'enrayer cette spirale de destruction. Certains taxeront sans doute cette analyse de catastrophiste, lui reprochant son exagération et sa focalisation sur un futur hypothétique, au détriment d'une réalité déjà avérée. Cependant, il est difficile d'établir si les données rassemblées dans le chapitre précédent sont trop alarmistes ou trop prudentes. Et il n'y a aucune raison d'opposer souci du présent et inquiétude du futur. L'anticipation de ce qui vient est au contraire nécessaire pour aiguiser la critique de ce qui est déjà.

A-t-on pour autant affaire à une *crise terminale*, comme le soutient par exemple Immanuel Wallerstein ? Selon lui, les facteurs qui assuraient la stabilité relative du système-monde capitaliste s'épuisent inexorablement, de sorte que celui-ci serait condamné à disparaître à l'horizon 2030 ou 2050 – la seule inconnue portant sur la nature, meilleure ou pire, du système qui le remplacera. Plus en vogue, la thèse de ceux qui s'auto-dénomment « collapsologues » affirme que l'effondrement est non seulement inéluctable mais déjà en cours. Cependant, le déterminisme univoque de ces diverses approches peut susciter la méfiance. La prophétie d'un écroulement du capitalisme sous l'effet de ses propres contradictions a déjà été contredite plus d'une fois. Il convient aussi de se défier de l'argument, frappant mais trop simple, selon lequel une croissance infinie dans un monde fini se heurte fatalement à des limites infranchissables, car c'est négliger la capacité du capitalisme à se métamorphoser et à inventer de nouveaux champs insoupçonnés où déployer son exigence de valorisation. Enfin, dans leur volonté d'ériger l'effondrement en fait avéré et incontestable, les collapsologues mettent en avant des données factuelles visant à créer un effet d'évidence, telles que l'épuisement des énergies fossiles ou l'affaissement de la biodiversité, mais ils minimisent les incertitudes relatives au pic pétrolier et font l'impasse sur les dynamiques mêmes du capitalisme. On risque alors d'aboutir à une

approche très dépolitisée, car si l'effondrement du système actuel est déjà acquis, lutter contre lui ne semble plus vraiment nécessaire. En outre, la collapsologie unifie les scénarios, alors qu'il est crucial de les pluraliser. On aurait tort de faire comme si les dés de l'effondrement étaient déjà jetés, d'autant que cela revient à mêler deux « effondrements » de sens opposés, celui du vivant et celui du productivisme capitaliste. La question est bien plutôt de savoir lequel des deux interviendra en premier et selon quelle chronologie relative. On admettra aisément que les effets en sont fort différents et c'est tout l'enjeu de la lutte à mener maintenant que de faire prévaloir l'un de ces scénarios plutôt que l'autre.

Structurelle plutôt que terminale, la crise actuelle ne mène pas mécaniquement à un effondrement immédiat ou imminent. Elle produit une accumulation croissante de difficultés pour les humains et le vivant en général, mais aussi pour le capitalisme lui-même. Pourtant, la possibilité que celui-ci parvienne à contourner ces obstacles reste ouverte, même si c'est au prix de nouvelles difficultés plus grandes encore et, notamment, d'une destruction plus poussée de l'environnement et de souffrances accrues pour des milliards de personnes. Il n'est donc nullement exclu que la société de la marchandise continue à se reproduire et à entretenir sa dynamique d'accumulation, tout en approfondissant une situation de crise généralisée.

Certes, la thèse d'une mort annoncée du capitalisme se retourne en truisme si l'on entend par là qu'il prendra fin *un jour*. La seule leçon que l'histoire nous enseigne est celle-ci : aucune société, aucun système historique n'est, par définition, éternel. Mais le capitalisme a ceci de particulier et sa tendance destructrice est telle que plus il prolonge sa propre vie plus il sape les conditions mêmes de la vie sur Terre. La question est donc aujourd'hui de savoir si l'humanité parviendra à se débarrasser du capitalisme avant que celui-ci ne se débarrasse d'elle. C'est dans cette dernière option seule que le capitalisme ferait la preuve de sa capacité à s'autodétruire.

Tous les autres scénarios sont ambivalents. D'un côté, l'asservissement aux contraintes de la marchandise, par l'aménagement économicisé des territoires, le contrôle des conduites et le formatage des subjectivités, ne fait que croître, tandis que l'approfondissement de la crise renforce l'enfermement dans les contraintes et les urgences de la survie. De l'autre, la stabilité structurelle des périodes antérieures a fait place à des situations chaotiques dans lesquelles d'infimes déplacements peuvent provoquer des basculements massifs et profonds. Désormais, toute stabilité apparente n'est que le masque d'une instabilité croissante. Si la dynamique du capitalisme par temps de crise structurelle accroît la gamme des formes de soumission, elle élève tout autant la possibilité d'explosions sociales contre une destruction du monde et des conditions de vie de plus en plus intolérables.

Les facteurs de crise qui, durant la dernière décennie, ont conduit à de nombreux mouvements populaires, depuis les printemps arabes jusqu'aux Gilets Jaunes, sont voués à s'intensifier. C'est la Tourmente qui vient. L'histoire n'est pas écrite d'avance mais, dans une phase d'instabilité chaotique, les basculements soudains, dont on peut seulement prévoir le caractère imprévisible, sont appelés à se multiplier. Face à l'intolérable de la destruction et à l'indignité de la survie, sans cesse accentués par le monde de l'Économie, les soulèvements éthiques pour sauver la possibilité d'une vie digne se multiplieront sous des formes à la fois capillaires et explosives. Il convient de s'y préparer, de fourbir collectivement les armes de la raison et de la perception pour que ces dynamiques de rébellion puissent développer tout leur potentiel, évitent de se laisser dévoyer vers des leurres et trouvent le moyen d'inventer des chemins réellement émancipateurs.

V. « Bloquons tout ! » [4]

Le mode d'action initial des Gilets Jaunes a consisté à bloquer les axes routiers, les centres de grande distribution et, dans quelques cas éphémères, des ports et des dépôts pétroliers. Ce choix a paru apporter une confirmation concrète aux thèses qui considèrent que le pouvoir se situe désormais dans les infrastructures et que l'affronter implique prioritairement de bloquer les flux à travers lesquels la société de la marchandise vit et se reproduit.

L'occupation des ronds-points a été l'un des atouts du mouvement et l'un des rouages de sa force. Elle lui a conféré sa visibilité et sa singularité symbolique. Elle lui a surtout permis de s'ancrer dans des lieux où, la chaleur de la lutte aidant, nombreux sont ceux et celles qui ont pu faire l'expérience d'une communauté retrouvée. Cependant, avant même que les forces de l'ordre n'expulsent les ronds-points, le blocage s'est avéré insuffisant. Le caractère périphérique de lieux qui, même occupés, restent des non-lieux a sans doute constitué une limite. Et c'est peut-être d'avoir dû évacuer précocement leur rond-point et choisi d'ériger leur cabane en centre-ville que les Gilets Jaunes de Commercy ont tiré un certain avantage.

Le blocage implique une double dimension. Il paralyse le fonctionnement de l'économie et permet aussi de suspendre le cours ordinaire de la vie, d'interrompre les rythmes du travail et de la consommation. On peut alors commencer à reprendre la main à la fois sur le temps et sur les lieux que l'on occupe autrement, en les détournant de leurs usages habituels. C'est cette double emprise

[4] Lu (notamment) sur plus d'un gilet jaune.

collective sur l'espace et sur le temps qui permet d'éprouver de nouvelles manières de se lier et de renouer avec l'art de faire ensemble.

Faire en sorte que le blocage s'étende et perdure est crucial, si l'on entend entraver l'activité du monde de l'Économie. Il faut pour cela parvenir à tarir effectivement les flux, notamment de marchandises. En ce sens, rien de mieux qu'une grève des routiers ou une interruption de la distribution de carburant, soit par blocage du transport soit par la grève dans les raffineries ou les terminaux pétroliers. Se pose donc ici la question de la grève, comme moyen d'assurer le blocage de la production elle-même. Ce fut l'arme par excellence du mouvement ouvrier, depuis le XIXe siècle. Il y a cependant quelque raison de penser que la grève ne peut plus avoir la centralité qui a été historiquement la sienne, parce que les antagonismes fondamentaux du capitalisme ne se jouent plus seulement dans la sphère productive. A cet égard, et même si certains n'ont pas manqué de le regretter, il est significatif que le mouvement des Gilets Jaunes – le plus virulent de tous ceux que la France ait connu depuis un quart de siècle – ait pu atteindre une telle puissance en contournant les espaces du travail.

Il est aisé de critiquer certaines pratiques telles que la journée de grève ritualisée et bien encadrée par les centrales syndicales, ou encore l'appel, non moins rituel, à une grève générale qui, sans cesse plus lointaine, détourne d'autres modes d'action possibles. Pour autant, il n'est pas certain qu'il faille écarter par principe tout recours à la grève, là où elle peut déborder sa gestion bureaucratisée et s'avérer hautement efficace. Poser une incompatibilité complète entre des modalités de lutte ancrées dans une longue tradition et d'autres liées aux reconfigurations de la domination capitaliste n'a rien de nécessaire. Et concentrer l'attention sur l'une des sphères où elle se déploie en déniant l'importance des autres risques de restreindre indûment notre capacité d'action. En d'autres termes, si le mot d'ordre « bloquons tout ! » paraît particulièrement pertinent, il n'y a aucune raison de ne pas l'envisager *dans toutes ses dimensions*, afin d'allier blocage dans la sphère de la circulation, grève dans la production

(comme aussi dans la sphère du bénévolat), retrait de la sphère de la consommation, opposition à l'aménagement économique du territoire par les grands projets, sans exclure d'autres modalités encore comme la suspension de la reproduction sociale (par exemple, avec les grèves de la jeunesse pour le climat). En outre, la pertinence du blocage tient au fait qu'il est aussi un moyen d'enrayer l'engrenage productiviste qui conduit au désastre climatique et écologique.

Par ailleurs, on ne saurait distinguer trop nettement le blocage entendu sous toutes ses formes et une dynamique qui peut aboutir à la destitution des pouvoirs en place, eux-mêmes partie prenante du monde de l'Économie qu'ils contribuent à défendre et à reproduire. Là encore, le soulèvement des Gilets Jaunes l'a bien montré, en combinant occupation des ronds-points et manifestations des samedis visant de manière privilégiée les beaux quartiers et les lieux de pouvoir. Alors que le mot d'ordre de démission de Macron semblait initialement décalé par rapport à la réalité, le tsunami jaune de décembre l'a rendu crédible, au point que l'on s'est trouvé à deux doigts d'une situation dans laquelle le pouvoir pouvait perdre la main. Depuis lors, ce qui a été obtenu en Argentine ou en Équateur dans les années 2000, puis en Tunisie et en Égypte une décennie plus tard, a cessé de paraître impossible en France. C'est un acquis qui ne devra pas être oublié.

Derrière le débat entre grève et blocage, se cache une question que l'on ne peut éluder. Il s'agit de savoir quel est le ou les antagonismes fondamentaux qui structurent le système capitaliste. Dans la tradition du mouvement ouvrier, la réponse ne fait aucun doute. Il s'agit de l'antagonisme Capital/Travail, tel qu'il se manifeste dans l'exploitation de la force de travail et la résistance à celle-ci. Il en découle que le sujet historique appelé à affronter le capitalisme est la classe définie par le travail, qu'on l'appelle prolétariat ou classe ouvrière. Cependant, on doit admettre que les luttes menées sur cette base sont arrivées à leur point d'épuisement, ce qui n'implique pas de tenir pour nulles et non avenues toutes les mobilisations ancrées dans le monde du travail.

En réalité, la formulation strictement classiste de la lutte s'est d'emblée avérée réductrice, en ce qu'elle occultait des formes de

domination pourtant essentielles à l'affirmation du capitalisme. Elle faisait l'impasse sur la domination de genre, en invisibilisant les tâches de reproduction assignées aux femmes et les hiérarchies patriarcales refonctionnalisées au sein de la civilisation marchande. Elle évacuait la domination coloniale, en détournant l'attention des spoliations massives et de l'infériorisation subies par les peuples non européens. Et elle ne minorait pas moins l'exploitation de la nature, légitimée par l'adhésion au culte du Progrès. Aujourd'hui, cette approche apparaît plus insuffisante encore, car elle continue de minimiser des luttes devenues omniprésentes, celles des femmes, celles qui s'en prennent à toutes les formes de colonialité, celles des peuples indigènes qui défendent leurs territoires contre les grands projets destructeurs, celles qui promeuvent d'autres relations avec le vivant non humain ; et elle ne sait trop que faire des chômeurs, des exclus, des millions de personnes rejetées hors du système et traitées comme des déchets.

Aujourd'hui, il est évident que le capitalisme ne se reproduit pas seulement en exploitant la force de travail. Outre qu'il tire une part de ses profits de l'exploitation des ressources naturelles, il a directement besoin de consommateurs avides et de citoyens dociles. Cela suppose une emprise généralisée sur le temps dit « libre » – les loisirs étant un mode de consommation essentiel et les formes de sociabilité induites par les nouvelles technologies étant l'un des supports majeurs de l'envahissement publicitaire et de la gestion des affects consuméristes (en même temps que de la manipulation de l'opinion). La domination capitaliste ne s'exerce donc pas seulement sur la personne en tant que travailleur ; elle affecte l'être humain dans sa subjectivité même, dans ses désirs et son existence entière. La valorisation du capital est devenue un phénomène total. Au lieu de se jouer principalement dans la sphère de la production, elle englobe sans cesse davantage, à mesure que s'étend la marchandisation du monde, tous les aspects de la vie.

C'est la raison pour laquelle il ne paraît plus adéquat de combattre le monde de l'Économie par la seule grève. Il doit l'être, à l'image de sa domination de large spectre, par des formes multiples de blocage, dans tous les domaines. Le mot d'ordre « bloquons tout ! » trouve donc sa

justification dans les dynamiques actuelles de la domination capitaliste et de son extension à l'ensemble des dimensions de la vie. Pour autant, proclamer la fin du travail et des enjeux qui lui sont associés est sans doute un biais de perspective occidento-centré. S'il est vrai que le capitalisme expulse des millions de personnes hors du système productif et si l'emploi, notamment industriel, tend à disparaître en Europe et aux États-Unis, c'est en grande partie parce qu'il se déplace ailleurs. De fait, même si le travail informel se développe aussi, le nombre global de salariés n'a cessé d'augmenter et c'est un doublement de la force de travail directement intégrée au marché mondial qui s'est opéré au cours des dernières décennies, notamment lorsque l'ex-bloc soviétique et la Chine l'ont rejoint.

Si la valorisation du capital ne repose pas seulement sur l'exploitation du travail mais engage de multiples dimensions de la vie, il en découle que l'ensemble de ceux qu'elle affecte ne cesse de se dilater. L'antagonisme qui sous-tend la société de la marchandise peut alors être reformulé de la manière suivante : d'un côté, il y a l'impératif de valorisation du capital, le productivisme compulsif et l'ensemble des modes de gouvernementalité qui contribuent à configurer le monde de l'Économie; de l'autre, il y a tous ceux qui sont atteints dans leur existence par ces exigences. Soit tous les salariés soumis aux contraintes de plus en plus implacables mais toujours insatiables de la maximisation. Tous les chômeurs et les exclus condamnés à l'inexistence sociale. Toutes les femmes exposées à la violence de genre, à la marchandisation de leur corps, aux stéréotypes machistes de la performance et aux fantasmes de toute-puissance associés à l'argent. Tous les peuples indigènes (ou non) spoliés de leurs territoires par l'aménagement économique du monde. Tous les migrants, pris entre la dévastation post-coloniale de leurs pays d'origine et la discrimination qui, dans les métropoles, permet de brader la main-d'œuvre à bas coût. Tous les consommateurs se livrant avec joie à leur pulsion consumériste, mais si souvent bernés par les fausses promesses de la marchandise et englués dans les pièges de l'endettement. Tous les citoyens dépossédés des illusions mêmes de leur souveraineté. Tous les êtres qui subissent des vies dégradées et

appauvries, sans communauté et souvent sans le moindre sens. Et, tendanciellement, tous les humains et non-humains confrontés au caractère pathogène et écocide du productivisme capitaliste, dont découle la destruction accélérée du vivant.

Toutes ces manières d'être affecté par l'impératif de valorisation du capital relèvent d'un processus de *dépossession généralisée*. On peut prêter à cette notion une vertu englobante, mais pas pour autant unifiante. Il ne saurait s'agir de ramener des formes d'expérience et de souffrance multiples à une réalité unique. Mais cette multiplicité n'en a pas moins une même origine, de sorte que les luttes qui en découlent gagneraient à ne pas demeurer séparées. Pour peu qu'elles soient respectueuses de leurs particularités, elles peuvent même s'épauler et croître ensemble, pour mieux combattre les diverses facettes de la dépossession généralisée qu'engendre la société de la marchandise : dépossession de la maîtrise du processus productif; dépossession des territoires que l'on habite; dépossession de la puissance collective de s'organiser et de décider; dépossession de son temps; dépossession de la possibilité de vivre comme femme sans être agressée ou assassinée, etc. Partout, le sentiment d'être dépossédé de son existence se fait plus prégnant et, souvent, plus insupportable.

On ne peut donc plus soutenir que le prolétariat, en tant que classe définie par le travail, est le seul sujet de la lutte contre le capitalisme et pour l'émancipation. Certes, une manière de conserver quelque pertinence à cette notion consisterait à en amplifier le périmètre, de façon à prendre en compte toutes les dimensions de la dépossession généralisée. Le prolétariat serait alors l'ensemble de celles et ceux qui ont perdu toute maîtrise sur l'emploi de leur vie. De ce point de vue, c'est Macron lui-même qui a donné la meilleure définition du prolétariat dans son sens élargi : non pas ceux qui n'ont rien, mais ceux qui ne *sont* rien. Tous ceux qui, n'étant pas devenus quelqu'un dans le monde de l'Économie, ne comptent pas et mènent une existence insignifiante – c'est-à-dire, pour ceux d'en haut, méprisable.

On peut aussi le dire autrement. Du fait de la dépossession généralisée qu'engendre son expansivité, le capitalisme tend à affecter l'humanité

dans son ensemble – et tout le vivant avec elle. La perspective d'une destruction des conditions de la vie sur Terre donne sa pleine pertinence à cette formulation ; et ce n'est donc pas sans raison que les zapatistes en appellent à une lutte *pour l'humanité et contre le capitalisme*. Il ne s'agit certes pas d'invoquer une notion unanimiste et dépolitisée de l'humanité, ni de ressusciter l'humanisme classique, porteur d'une dissociation entre l'homme et la nature. Convoquer l'humanité n'a de sens que si l'on pointe ce qui menace de la détruire, que si l'on met en évidence la guerre mortelle que le capitalisme mène contre elle, ainsi que les polarités sociales exacerbées qu'il engendre. Cette humanité, déshomogénéisée et décentrée, se conçoit à partir des douleurs et des colères de tous les dépossédés, car si la dynamique du capitalisme *tend à* identifier ceux qu'elle affecte à l'humanité tout entière, raisonner *à partir de* l'unité supposée de l'espèce humaine serait la meilleure manière d'occulter les enjeux des luttes à mener.

Les multiples formes de lutte évoquées ici ont mieux à faire que de s'ignorer ou de se dénigrer mutuellement. Elles pourraient plutôt tirer parti de leur commune opposition aux dynamiques de la société de la marchandise, où se combinent productivisme compulsif, dépossession généralisée et dévastation de la planète. Il n'y a pas lieu d'opposer la grève au blocage ou le blocage à la grève. Et il n'est guère pertinent de monter les luttes salariales contre les luttes territoriales ou les luttes écologiques contre les luttes sociales, toutes appelées à se repenser de fond en comble dans les tourments à venir du Capitalocène.

Assurément, la centralité du travail et de la classe définie par le travail n'est plus tenable. Aux raisons déjà évoquées, s'en ajoute une, plus importante encore. La conception traditionnelle de la lutte de classes invitait à défendre le Travail contre le Capital. C'était encore se tenir à l'intérieur des cadres de la société de la marchandise. Et c'est pourquoi, si le mouvement ouvrier n'a pas opéré une sortie du capitalisme, il s'est consacré à négocier pour la classe dont il représentait les intérêts une place moins désavantageuse au sein du monde de l'Économie. Il est clair désormais, si l'on veut rompre véritablement avec la société de la marchandise, qu'il ne peut plus

s'agir de lutter pour libérer le travail du capital, mais qu'il faut se libérer du travail lui-même. La critique du productivisme compulsif et d'un consumérisme qui ne l'est pas moins ne serait pas complète sans celle de l'asservissement au travail, comme moyen à la fois nécessaire et de plus en plus improbable d'accéder à l'existence sociale.

Lutter pour la classe du travail, et au nom même du travail, ne pouvait que conduire à pérenniser l'existence même de cette classe, ainsi que sa soumission à un productivisme qui, pour être imposé depuis le pouvoir d'État, n'en était pas moins asservissant. Rompre avec une telle perspective et poser la nécessité de se libérer du travail (en tant que conception spécifique de l'activité humaine, historiquement propre à l'univers capitaliste) est donc indispensable. Mais cela n'impose pas pour autant de se détourner, dès à présent et entièrement, du monde salarial et de la grève. Certes, cela oblige à repenser celle-ci, dans son association avec d'autres modes de blocage et pour des buts largement transformés. Et cela ouvre la possibilité d'une articulation entre des luttes multiples, notamment celles des salariés, celles des territoires en résistance ou encore celles des quartiers de la ségrégation post-coloniale, dans un mouvement commun de critique du travail et de sortie du monde de l'Économie.

Mettre fin au monde de la fin du monde suppose l'insubordination de tous ceux qu'affecte la dépossession généralisée induite par la civilisation marchande. L'antagonisme qui traverse le monde de l'Économie oppose donc, d'un côté, la tendance à l'approfondissement des formes de la dépossession généralisée et, de l'autre, les luttes et les expériences qui s'y opposent. C'est pourquoi gronde le soulèvement de toutes celles et de tous ceux qui sont dépossédé.e.s de la possibilité d'une vie digne. Paralyser le monde de l'Économie par des modalités multiples de blocage, y compris la destitution des pouvoirs qui le défendent, en est l'une des armes privilégiées, pour autant que se fortifie conjointement la capacité à faire par nous-mêmes et à expérimenter d'autres manières de vivre.

VI. « Assemblées populaires partout ! » – « Le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple » [5]

Tout en s'en prenant aux injustices fiscales et sociales qui plongent les plus modestes dans des difficultés insoutenables, le soulèvement des Gilets Jaunes a fait émerger une profonde insatisfaction à l'égard d'une démocratie représentative à bout de souffle. Comment se fait-il en effet que dans un régime censé incarner le pouvoir du peuple, celui-ci se sente à ce point trahi par les gouvernants qu'il a lui-même élus ? Doit-on pourtant s'étonner que ce système remette la conduite des affaires dans les mains d'une classe politique liée aux élites de l'argent et accablant de son mépris « ceux qui ne sont rien » ?

S'est fait jour le désir d'une démocratie que l'on dit parfois directe mais qui devrait surtout être réelle, tout simplement fidèle à la promesse de son nom. Cette aspiration s'est manifestée sous diverses formes, depuis la demande du Référendum d'Initiative Citoyenne jusqu'à l'appel à former partout des assemblées populaires. S'agissant du RIC, il faudra établir dans quelle mesure les médias ont joué un rôle dans la focalisation sur cette revendication, probablement pour en occulter d'autres (ISF, pouvoir d'achat, etc.). Par ailleurs, il a souvent été rappelé comment les résultats de référendums contraires aux politiques dominantes ont été balayés d'un revers de main, comme en France en 2005 ou en Grèce en 2015. Mais la question serait surtout de savoir si le RIC répond véritablement à l'aspiration collective visant à rendre le pouvoir au peuple ? En effet, on peut suspecter qu'ajouter une dose de démocratie participative à un système représentatif

[5] Premier Appel des Gilets Jaunes de Commercy (2 décembre 2018).

toujours fondé sur la même coupure entre élites dirigeantes et électeurs resterait très insuffisant. En outre, tant que le véritable pouvoir reste celui des forces dominantes de l'Économie, la sphère politique n'est-elle pas condamnée à être le théâtre d'ombres d'une dépossession de la puissance collective ?

Faire droit à l'aspiration à une démocratie réelle oblige donc à esquisser les principes d'une politique radicalement autre. Une politique qui ne tolère plus que les décisions tombent d'en haut, quand bien même on fait mine d'en discuter dans de factices débats (et c'est pourquoi plus d'un Gilet Jaune a fait remarquer qu'une fois obtenue la destitution de Macron, il ne faudrait surtout pas le remplacer par un autre). Une politique qui entend se construire par en bas. Une politique qui serait l'œuvre des personnes ordinaires dans les lieux qu'elles habitent – villages, quartiers, communes –, à partir de la réalité concrète de leurs préoccupations et sur la base de leur capacité à s'organiser collectivement.

La généralisation des assemblées populaires est l'une des voies possibles de cette autre politique. Jointe au refus des leaders et de tous ceux qui tentent de s'ériger en représentants, la pratique collective de l'assemblée contraste avec la forte personnalisation qui caractérise l'actuel système politique et médiatique. Surtout, elle entend rompre avec la logique même de la démocratie représentative, en tant que système qui organise la dépossession des représentés. Bien qu'elle lui soit antérieure, celle-ci s'est accentuée encore avec la subordination structurelle des États qui contraint gouvernants et représentants à céder aux exigences des forces dominantes de l'Économie. La démocratie se réduit alors au droit d'élire des représentants, pour mieux légitimer l'éviction du peuple. La démocratie n'est ainsi qu'une a-démie, une absence du peuple.

A l'inverse, l'assemblée populaire renoue avec des traditions profondément ancrées dans l'histoire. On invoque habituellement la cité athénienne ; mais outre que son assemblée excluait femmes, esclaves et étrangers, il conviendrait d'en finir avec ce poncif eurocentrique selon lequel la Grèce ancienne aurait inventé la

démocratie. En réalité, la pratique de l'assemblée, comme lieu de décision et d'organisation de la vie collective, est attestée dans de très nombreuses sociétés coutumières, du moins là où les pouvoirs étatiques ne les ont pas anéanties. On la retrouve sur tous les continents, de Madagascar à l'Asie du sud-est en passant par les régions indiennes de l'Amérique où, de la Patagonie au Mexique, elle demeure vivace jusqu'à aujourd'hui. En Europe, les communautés paysannes, avec leurs assemblées et leur organisation collective, se sont formées durant le Moyen Âge et ont perduré parfois jusqu'au début du XXe siècle, comme en Russie. Il s'agit là d'un véritable patrimoine populaire de l'humanité, complètement occulté par une vision de l'histoire qui privilégie les institutions hiérarchisées, centralisées et étatiques. C'est à ce fonds commun, partagé par de nombreux peuples du monde, que l'on peut souhaiter se reconnecter, non pour le figer en un archétype idéalisé mais pour en analyser les ambivalences et en réinventer les potentialités.

L'assemblée populaire qui se forme dans la lutte, dans une cabane sur la place de la ville, sur un rond-point ou dans tout autre endroit, est d'abord le lieu où sont discutées les actions à mener, les positions à assumer, les initiatives à lancer. L'assemblée populaire, c'est aussi le cœur de l'espace où l'on se retrouve et où se tisse à nouveau une communauté de lutte et de vie. L'intelligence de l'élaboration collective peut alors renaître, non sans difficultés certes mais sans pour autant verser dans les travers de l'assembléisme qui débat sans fin mais sans rien décider. Puis, un saut décisif s'accomplit lorsque l'assemblée ne se limite plus à la coordination de la lutte mais commence à s'emparer des tâches d'organisation de la vie collective, soit parce que de plus en plus de personnes se tournent vers les assemblées populaires se formant au niveau des villages, des quartiers ou des communes, soit dans le contexte d'un soulèvement massif parvenant à bloquer durablement le monde de l'Économie et tendant à destituer les pouvoirs en place. Dans un cas comme dans l'autre, une multitude d'assemblées populaires peuvent être amenées à organiser la vie collective, à se constituer en communes puis – qui sait ? – à se coordonner en une fédération de communes libres.

De telles expériences ont existé et zèbrent le ciel de l'histoire de vifs éclairs d'espérance. Ce fut le cas notamment de la Commune de Paris, en 1871. Aujourd'hui, une inspiration comparable s'est développée dans plusieurs régions du monde, notamment au Kurdistan et au Chiapas, dans le sud du Mexique. C'est à cet exemple que l'on se référera ici.

Dans un territoire qui a globalement l'extension d'un pays comme la Belgique, ce que les zapatistes appellent autonomie se développe depuis 25 ans. Cette expérience s'enracine dans l'organisation communautaire des villages mayas. Ces derniers se sont regroupés pour former, depuis 1994, une trentaine de communes autonomes ; et celles-ci se coordonnent régionalement à travers cinq conseils de bon gouvernement créés en 2003. Les zapatistes sont donc parvenus à inventer leurs propres instances d'auto-gouvernement, sans aucune intention de se séparer du Mexique mais en marge des institutions étatiques. Ils ont pour principe de ne recevoir aucun financement du gouvernement et doivent résister aux attaques de toutes sortes que celui-ci ne cesse de lancer contre eux. Dans ce contexte difficile, ils ont cependant réussi à créer leur propre système de justice, de santé et d'éducation, en s'appuyant notamment sur les dizaines de milliers d'hectares de terres reprises aux grands propriétaires lors du soulèvement de 1994, et qui constituent la base matérielle de leur autonomie.

« Ici le peuple dirige et le gouvernement obéit », lit-on sur de modestes panneaux placés à l'entrée des territoires zapatistes. Comment une telle chose, si contraire à l'expérience de nos systèmes dit démocratiques, est-elle possible ? S'il en est ainsi, c'est que le peuple lui-même s'est fait gouvernement, de sorte qu'il n'y a plus véritablement de dissociation entre les deux. Il faut, pour cela, faire prévaloir une logique de dé-spécialisation des tâches politiques, à l'inverse de la tendance à les concentrer dans les mains de quelques-uns. Ces tâches doivent tourner le plus possible, afin que tous et toutes puissent être, à tour de rôle, membres de l'une ou l'autre des instances autonomes. Il n'y a donc pas lieu, pour être élu, de prétendre être plus

compétent que les autres et ceux qui ont été choisis avouent volontiers ne pas savoir comment s'y prendre. Mais ce non-savoir est considéré comme un avantage, car il rend les membres des instances soucieux d'écouter, d'apprendre de tous et aussi plus enclins à reconnaître leurs erreurs. Confier des tâches de gouvernement à celles et ceux qui n'ont aucune capacité particulière à les exercer est l'une des premières conditions d'une démocratie véritable.

La manière d'élaborer les décisions, en interaction permanente avec les assemblées, est également décisive. Ainsi, le conseil de bon gouvernement soumet les principaux projets qu'il propose à l'assemblée de la région. Si aucun accord clair ne se dégage, il revient aux délégués des communautés de mener une consultation dans leurs villages, afin de faire part à l'assemblée suivante soit d'un accord, soit d'un refus, soit d'amendements. Le cas échéant, ces derniers sont discutés et l'assemblée élabore une proposition rectifiée, qui peut être à nouveau soumise aux communautés. Plusieurs allers-retours entre conseil, assemblée régionale et villages sont parfois nécessaires avant que la proposition soit adoptée (ou non). On dira qu'un tel mécanisme est très lent ; mais les zapatistes expliquent, pour en avoir fait l'expérience, qu'un projet qui n'a pas été analysé et discuté par toutes et tous est voué à l'échec.

Cependant, dans cette organisation, tout n'est pas horizontal, puisque les instances élues ont aussi un rôle. Mais tout l'enjeu consiste à éviter qu'une dissociation ne se crée entre les délégués qui siègent dans ces instances et celles et ceux qui les ont élus, ainsi qu'on l'observe dans les démocraties représentatives. Ces dernières peuvent d'ailleurs être qualifiées de formes intrinsèquement dissociatives de la délégation. A l'inverse, les modalités de délégation que l'on observe dans l'expérience zapatiste sont aussi peu dissociatives que possible. Pour qu'il en aille ainsi, la dé-spécialisation et la logique de non-savoir, la faible concentration de la capacité de décision et le recours à la révocation des mandats sont décisifs. Mais il n'est pas moins important de tout faire pour éviter que se crée un écart entre l'univers commun et le mode de vie de ceux qui, fût-ce de manière très

contrôlée et durant un temps court, sont investis d'une responsabilité particulière. C'est la raison pour laquelle, tout en étant élus pour trois ans, les membres des conseils de bon gouvernement, siégeant dans des centres régionaux dont leurs villages peuvent se trouver fort éloignés, accomplissent leur tâche par rotation, en se relayant par périodes de 10 à 15 jours. Chacun(e) évite ainsi de se couper de ses activités habituelles et peut continuer à s'occuper de sa famille et de ses terres. Reste que le risque de dissociation n'est jamais tout à fait absent, de sorte qu'une expérience d'auto-gouvernement populaire ne vaut que par les mécanismes qu'elle invente en permanence pour lutter contre ce danger, afin de préserver des formes non dissociatives de délégation et d'amplifier la dissémination des tâches politiques.

« *Nous pouvons nous gouverner nous-mêmes* ». C'est par cette leçon que les zapatistes condensent le sens de l'autonomie. On peut y lire, en creux, la dénonciation de la nuisible inutilité de tous les experts auto-proclamés de la politique. En se matérialisant, cette capacité collective à s'auto-gouverner est ce qui peut rendre effective la destitution des pouvoirs en place. On bascule alors dans une autre conception du politique, qui s'écarte des fondements de l'État moderne. Pour Hegel par exemple, c'est le propre du peuple que de n'être pas en condition de se gouverner lui-même, car il est si ignorant qu'il « ne sait pas ce qu'[il] veut ». Et c'est justement parce qu'est posée une telle dichotomie entre un peuple infantilisé et une élite de fonctionnaires éclairés qu'il faut s'en remettre au principe de la représentation. Si l'État moderne affirme la souveraineté du peuple, c'est pour mieux le déposséder de l'exercice effectif de cette souveraineté, en consolidant, par la représentation, la séparation entre gouvernants et gouvernés.

A l'opposé de cette logique, une démocratie vraie implique un véritable pouvoir du peuple, non par le fait de donner à tous le droit d'élire ceux qui le dépossèdent, mais par la manière dont ce pouvoir est exercé. Alors, celui-ci n'est plus tant un *pouvoir-sur* (un pouvoir de contrainte exercé sur autrui) ; il devient un *pouvoir-faire*, expression d'une puissance collective de décider et d'agir. S'auto-gouverner,

autrement dit mobiliser ce pouvoir-faire sur la base des capacités partagées par toutes et tous, tend à la dilution de tout *pouvoir-sur*.

Cependant, on n'aurait guère avancé si « nous gouverner nous-mêmes » consistait à reproduire ce que d'autres faisaient jusque-là à notre place. L'auto-gouvernement n'aurait aucune portée émancipatrice s'il continuait à activer les rouages du monde de l'Économie et à entretenir le productivisme compulsif qui nous mène à la catastrophe. En fait, dès lors que prévaut effectivement la logique de l'autonomie, ancrée dans la réalité concrète des territoires habités, les tâches de gouvernement changent de nature. Elles sont ramenées à une échelle et à une simplicité tout à fait étrangères aux arcanes de la bureaucratie et sans commune mesure avec les dispositifs de la gouvernementalité du monde de l'Économie. Dans l'expérience zapatiste, l'auto-gouvernement consiste en une pratique humble et minimale qui n'est rien d'autre que l'expression de la capacité des communautés et des communes à s'organiser par elles-mêmes, afin que s'épanouissent les formes de vie qui sont les leurs. L'autonomie est indissolublement la mise en œuvre d'instances d'auto-gouvernement et le déploiement de manières de vivre éprouvées comme propres.

Il y a deux conceptions opposées de la politique. La politique qui pense d'en haut dissocie l'élite de ceux qui savent et une population réputée incapable ; et s'il en est ainsi c'est parce que la machinerie étatique doit contribuer à la généralisation de manières de vivre qui sont *imposées* par le monde de l'Économie. La politique d'en bas part au contraire des communautés de vie et s'ancre dans des réalités chaque fois spécifiques; elle se fonde sur la capacité collective à s'auto-organiser pour vivifier des formes de vie propres. C'est ainsi que revendiquer le pouvoir au peuple, par le peuple et pour le peuple peut prendre tout son sens émancipateur. Il ne saurait s'agir d'un pouvoir exercé *au nom du* peuple, comme dans les systèmes représentatifs, ni seulement *pour* lui ou *par* lui. La conjonction de ces deux dernières dimensions est indispensable : la puissance collective de décider et de faire doit être partagée *par* toutes et tous, et ce, *pour* que

s'épanouissent les manières de vivre que toutes et tous ressentent comme leurs.

Enfin, la logique de l'autonomie n'est nullement condamnée à s'enfermer dans une échelle strictement locale. La politique d'en bas se construit à partir des territoires particuliers et des collectifs de vie concrets. Elle est nécessairement localisée. Elle privilégie l'échelle locale et y revient toujours. Mais son principe peut s'étendre partout, sous des formes chaque fois spécifiques et diversifiées. Les communes peuvent se coordonner ou se fédérer à un niveau régional, mais aussi à toutes les échelles qui s'avèrent pertinentes. Plus les communes libres s'étendent, gagnent en force et étendent leur coordination, plus elles vident de substance les institutions politiques pensées d'en haut, prétendument démocratiques mais organisant la dépossession du peuple. Et ce, jusqu'à les rendre totalement inutiles.

VII. Des espaces libérés pour sortir du monde de l'Économie

L'émergence des assemblées populaires et des pratiques d'auto-gouvernement n'a de sens que si elle permet de défendre des manières de vivre échappant aux contraintes du monde de l'Économie. Au reste, se défaire de la tyrannie économique est la seule option raisonnable si l'on veut interrompre la course folle vers la destruction. Mais que signifie vraiment en finir avec le capitalisme ? L'enfermement mental dans les limites de la réalité telle qu'elle va est l'une des armes par excellence de la domination ; et il faut, pour la briser, s'autoriser à penser les possibles qu'ouvrirait la fin de la société de la marchandise. Mais cette perspective ne saurait être renvoyée dans un futur lointain et hypothétique ; il s'agit d'un processus qui commence maintenant, par la multiplication d'espaces libérés.

Tout ce qui permet de desserrer les contraintes du monde de l'Économie et de faire émerger d'autres façons de vivre peut être considéré comme un espace libéré émergeant au sein même de la domination marchande. Bien entendu, de tels espaces n'échappent pas entièrement à la pression de la synthèse capitaliste et ne se développent pas sans entraves. Ils ne sont ni purs ni entièrement libérés. Il suffit qu'ils soient en procès de le devenir et commencent à donner consistance, fût-ce avec de sérieuses limitations, à d'autres manières de faire et de vivre.

Les espaces libérés peuvent se déployer à toutes les échelles que les rapports de force permettent de faire émerger, sans négliger ni dévaloriser les plus infimes d'entre elles. Tout ce qui peut être fait, y compris de manière individuelle, pour nous *décapitaliser*, pour faire reculer les habitudes consuméristes et la soumission au travail, pour

nous déprendre des attitudes égocentriques et compétitives – en bref, pour défaire plusieurs siècles de formatage par la modernité marchande –, tout cela est bon à prendre. Au reste, de telles transformations intérieures sont la condition d'une capacité à construire collectivement. Toutefois, pour nécessaires qu'elles soient, elles demeurent insuffisantes.

Qu'il s'agisse d'un simple local où les habitants du quartier se retrouvent pour partager leurs difficultés ou d'un projet plus ample, les espaces libérés permettent d'expérimenter les vertus de l'entraide et de déployer une capacité collective de faire, sans attendre que les solutions viennent des institutions existantes. En se développant, ils peuvent parvenir à une organisation partiellement autonome de la vie collective, y compris en ce qui concerne la distribution de l'eau et de l'électricité, l'éducation et le logement, comme dans certains quartiers populaires des villes du Mexique, de Bolivie, du Brésil ou d'ailleurs. Les expériences en milieu rural, fondées sur l'auto-production agricole et l'invention de modes de vie collectivement déterminés, ne manquent pas non plus, notamment en France, en Espagne ou en Italie, de Longo Maï à Mondeggi, par exemple. Avec les ZAD, à commencer par celle de Notre-Dame-des-Landes, c'est dans la résistance aux projets d'aménagement inutiles et destructeurs que s'inventent d'autres manières d'habiter les territoires ainsi soustraits à l'avancée du front de marchandisation. Enfin, là où la force collective permet d'aller plus loin, l'autonomie peut s'organiser à une échelle régionale, comme au Kurdistan et au Chiapas. Quelles que soient les échelles engagées, il s'agit de donner une consistance désirable à des mondes qui, autant que faire se peut, échappent à l'emprise du monde de l'Économie.

Il serait assez peu judicieux de concevoir ces espaces libérés comme des îlots protégés au milieu du désastre, où l'on pourrait vivre sans plus se soucier de la destruction environnante. Sauf à se résigner à la défaite ou à l'insignifiance, il convient d'assumer la dimension antagonique des espaces libérés, espaces de combat autant que de construction. De fait, ils doivent se défendre contre les attaques dont

ils font l'objet et lutter pour ne pas être réabsorbés par la synthèse capitaliste. Et si la multiplication des espaces libérés paraît désormais décisive, il faut reconnaître qu'ils ne pourront continuer à croître et à se lier entre eux sans renforcer par tous les moyens possibles le combat commun contre l'hydre capitaliste.

L'importance des espaces libérés tient aussi au fait qu'ils permettent d'accroître la maîtrise de nombreuses techniques. Apprendre ou réapprendre à produire des aliments sains dans une démarche agroécologique, en ville comme à la campagne, est la base première d'un cheminement autonome. Mais bien d'autres savoir-faire fleurissent dans les espaces libérés, de la charpenterie à l'informatique, de la fabrication de chaussures à l'expérimentation des imprimantes 3D, de l'observation des milieux à l'inventivité des labos de bio-hacking. Toutes ces techniques, et bien d'autres encore, sont indispensables pour que les espaces autonomes puissent gagner en densité et en force. En outre, dès lors qu'une dynamique de blocage parviendrait à paralyser de manière significative des pans entiers du monde de l'Économie, elle ne pourrait perdurer et s'étendre sans prendre le relais dans certains domaines vitaux et produire ce qui doit l'être. Cela suppose d'avoir préalablement acquis des savoirs et des capacités techniques suffisantes, notamment pour faire le tri au sein des dispositifs du monde de l'Économie et en détourner la part récupérable.

C'est en ce point qu'il importe d'établir ce que signifierait la fin du monde de l'Économie. De fait, il n'y aurait guère de sens à se dire anticapitaliste si l'on n'était pas en mesure de donner corps à un imaginaire post-capitaliste. En outre, un tel imaginaire alternatif, certes tourné vers ce qui n'est pas encore, constitue un puissant outil mobilisable dès maintenant, dans la mesure où il contribue à ébranler l'enfermement dans la domination présente et peut ainsi aider à renforcer la dynamique des espaces libérés. Mais rompre avec le capitalisme, qu'est-ce que cela signifie exactement ? Il ne saurait suffire, on l'a vu, de mettre fin à la propriété privée des moyens de production et de garantir une plus juste répartition des richesses produites. Si le capitalisme est la société de l'Économie, son

dépassement implique de rompre avec la centralité de l'Économie. Il s'agit donc de déséconomiciser le monde, afin de débarrasser la planète et tous ses habitants d'une compulsion productiviste mortifère dont le ressort fondamental est l'impératif de production-pour-le-profit. Rompre avec le capitalisme implique d'en finir avec la logique de la valeur qui subordonne la vie collective à l'exigence de sa valorisation et oblige à organiser le monde en fonction de celle-ci. Il s'agit également de mettre un terme à la centralité du travail, en tant que modalité de l'activité humaine devenue, dans la société de la marchandise, la forme même de l'existence socialement reconnue.

Plutôt qu'une simple réappropriation des moyens de production, qu'il suffirait de faire fonctionner sous un autre régime de propriété et au bénéfice de tous, il faut concevoir un véritable *démantèlement* d'un système productif-destructif dont l'existence même découle de l'exigence de valorisation de la valeur. Concrètement, on peut estimer qu'environ la moitié des activités économiques actuellement réalisées sous l'emprise du productivisme capitaliste correspond à des tâches à la fois nuisibles et humainement dépourvues de toute pertinence. Il ne sera certes pas aisé d'éliminer une part si considérable de l'appareil productif, qui inclut notamment la totalité de la sphère publicitaire, l'industrie militaire et nucléaire, le secteur agro-industriel, une part considérable de l'industrie chimique, le commerce international des biens pouvant être produits localement, le système bancaire et financier, les bureaucraties d'État, avec un effet en cascade sur les autres productions que celles-ci rendaient nécessaires et sur les infrastructures dont elles étaient la raison d'être (bâtiments et bureaux, production d'énergie, routes et moyens de transport, etc.). C'est pourtant là que se situe l'un des nœuds de l'émancipation à venir. D'abord, en divisant par deux le temps que chacun(e) consacrera aux tâches productives essentielles, cela ouvrira la voie à des transformations subjectives considérables, ainsi qu'à un processus de dé-spécialisation qui est notamment la condition d'un partage généralisé des tâches politiques. Surtout, en divisant par deux les besoins énergétiques du secteur productif et des transports, ce sera la seule chance d'atteindre une réduction des émissions de CO_2 qui soit à

la hauteur des enjeux climatiques et écologiques. De fait, il paraît impossible de sauver la biosphère – du moins ce qui peut l'être encore – sans éliminer une part considérable de l'appareil économique, dont seul l'engrenage délirant du productivisme capitaliste a imposé l'hypertrophie.

Une fois procédé à cet indispensable démantèlement, il apparaîtra que certains outils productifs et certaines infrastructures pourront faire l'objet d'une réappropriation partielle, non sans en réorienter les finalités et en transformer profondément le fonctionnement. Mais lesquels ? La question de savoir ce qui devra ou non être produit ne saurait alors être déterminée par la quête du profit, ni même laissée au jeu du marché. Référer la production à la satisfaction des besoins n'est pas non plus suffisant, car cette notion suggère la fausse évidence de besoins « naturels », alors que même les manières de satisfaire les nécessités les plus élémentaires de la vie sont multiples et culturellement déterminées.

On admettra donc le principe suivant : dans un monde débarrassé du productivisme capitaliste, ce qu'il est pertinent de produire n'est rien d'autre que ce qui est collectivement défini comme tel, à travers les décisions assumées par les assemblées concernées. Certes, la part d'auto-production réalisée de façon individuelle, familiale ou au sein de micro-collectifs n'a pas à être régulée par les assemblées communales, car chacun est libre d'employer son temps comme il l'entend. Le principe qu'on vient d'énoncer concerne donc la part de la production qui requiert une organisation collective, à l'échelle des communes voire à des échelles plus amples, et à laquelle chacun est appelé à contribuer.

Insistons-y : l'activité productive ne saurait être déterminée par autre chose que par les décisions des collectifs concernés. Il est probable que ces choix feront l'objet d'âpres débats, qu'ils varieront en fonction de traditions culturelles différenciées et qu'ils évolueront dans le temps. Mais les injonctions productivistes du monde capitaliste ayant disparu, on peut supposer que deux critères joueront un rôle majeur. Le premier est la mesure de l'impact écologique de

chaque production, en prenant soin de considérer toute la chaîne allant de l'extraction des matériaux jusqu'au traitement des déchets, en passant par les besoins en énergie et en infrastructures. Il devrait conduire à juger insoutenables de nombreuses options productives et à en restreindre fortement d'autres. Le second critère consiste à placer le bénéfice collectif attendu de chaque choix productif en regard des contraintes qu'il implique et notamment de la charge temporelle qui en découle. Ce critère devrait constituer une forte incitation à la retenue productive, car il y a tout lieu de penser que les collectifs humains seront peu enclins à sacrifier à la légère l'un de leurs biens les plus précieux : le temps de vivre. C'est seulement en subordonnant les activités productives à la préservation de formes de vie librement déterminées que l'on peut mettre fin au règne de l'Économie.

Quelle(s) logique(s) se substituerai(en)t alors à celle de la valeur, c'est-à-dire de la production-pour-le-profit et du travail-pour-la-survie ? Au lieu que la vie même soit soumise aux exigences de la production, c'est la production qui serait subordonnée au déploiement des formes de vie. L'organisation collective – et au sein de celle-ci, les activités productives – ne saurait avoir d'autre raison d'être que de permettre une *vie bonne* pour toutes et tous. A l'opposé de la pure quantification de la valeur, la vie bonne, dénommée aussi *bien vivre* ou *vie digne* par les peuples amérindiens, relève du qualitatif du vivre humain, qui ne se mesure pas et peut seulement s'éprouver. En outre, le bien vivre n'a de sens qu'à être partagé par toutes et tous, dans la conscience des interdépendances qui caractérisent la communauté des habitants de la Terre. Principe très général mais nécessairement multiple (puisqu'il n'est rien d'autre que ce que chaque collectif défini comme tel), le bien vivre récuse les déterminations abstraites de l'Économie et fait des choix relatifs à la forme même de la vie vécue le cœur sensible de l'organisation collective.

Comment espérer en arriver là ? On l'a dit : la sortie du monde de l'Économie commence dès maintenant, par la multiplication d'espaces libérés de toutes sortes. Encore convient-il d'articuler cette perspective à celle d'un approfondissement de la crise structurelle du capitalisme.

La tourmente qui vient et la dévastation qu'elle provoque ne pourront que rendre plus nécessaire et plus désirable la création d'espaces permettant de s'en préserver – et d'abord d'y survivre. Plus la dynamique de crise s'accentuera, plus les espaces libérés susciteront d'attrait, en même temps que leur expansion renforcera encore les difficultés de reproduction du monde de l'Économie. Le contraste ne pourra que s'intensifier jusqu'à engendrer une véritable guerre des mondes entre un univers marqué par des logiques de plus en plus destructrices et des espaces où s'invente une vie bonne, conjoignant sobriété matérielle et intensité joyeuse, dans un rapport repensé au collectif et au vivant non humain.

Il est probable que l'accentuation de la crise structurelle et l'essor des espaces libérés se renforceront mutuellement. Il en résultera sans doute des épisodes d'effondrement partiel de certains pans du système social et productif, ouvrant de nouvelles brèches permettant une extension plus rapide des espaces libérés – à moins que, scénario hautement probable, des organisations mafieuses fondées sur le recours à une hyper-violence en profitent pour gagner du terrain. Quoi qu'il en soit, la croissance d'expériences antagoniques au monde de l'Économie aboutira aussi à des moments de vive confrontation avec celui-ci. D'un côté, on peut être assuré que les maîtres du monde et ceux qui les servent ne renonceront pas volontiers à leurs privilèges – il est du reste patent qu'ils se préparent activement à les défendre. De l'autre, plus les espaces libérés gagneront en nombre et en force, plus ils seront en mesure de contribuer à la paralysie de l'Économie.

Multiplier les espaces libérés, c'est commencer à construire, fût-ce de manière balbutiante, *par nous-mêmes et sur notre propre terrain*. Ayant pour visée la sortie du capitalisme, ils constituent les bases matérielles et subjectives à partir desquelles affaiblir l'ennemi et l'attaquer. En ce sens, la multiplication des espaces libérés et la perspective d'un blocage généralisé du monde de l'Économie n'ont rien de contradictoire. Elles ont tout à gagner de leur complémentarité.

VIII. « On ne veut plus vivre comme avant »

Lorsqu'un Gilet Jaune déclare qu'il n'est plus question de vivre comme avant, il manifeste à quel point la mobilisation collective constitue un moment de vérité. En provoquant un enrichissement soudain de l'expérience et en faisant éprouver d'autres manières de se lier à autrui, elle dévoile le mensonge d'une vie frelatée que la civilisation marchande réussit habituellement à nous vendre sous couvert de confort matériel et de liberté individuelle. Une fois la tromperie démasquée, il est difficile de revenir en arrière, car ce sont alors les fondements même du monde de l'Économie, logés au cœur des subjectivités et des routines quotidiennes, qui ont commencé à vaciller.

Ce dont on ne veut plus, c'est d'abord l'atomisation individualiste qui pousse chacun à se replier sur son chez-soi, refuge face à la misère du monde et compensation privée de tous les sacrifices consentis. C'est un mode de vie ainsi fait qu'on ne se parle pas entre voisins et qu'on se méfie de tous les autres, perçus comme de potentielles menaces ou de probables gêneurs. Dans le meilleur des cas, les vies individuelles restent encore épaulées et égayées par quelques solidarités familiales ou amicales. Mais on ne saurait trop dire de combien de solitudes dépressives, volontiers accentuées par la tendance à s'abîmer dans les profondeurs de la virtualité, cette forme d'existence se paye, ni de combien de failles psychiques, pour tant d'enfants et de jeunes des métropoles mondiales, livrés à la vacuité environnante et privés d'étayage par l'indisponibilité d'adultes suroccupés et stressés.

À l'âge néolibéral, l'atomisation individualiste s'exacerbe encore, sous l'effet d'une exigence de concurrence généralisée. Concurrence : voilà bien le maître-mot du monde de l'Économie, avec celui de

performance qui l'accompagne comme son ombre. Aux entreprises qui affrontent la compétition d'un marché ouvert et mondialisé, s'ajoutent les administrations publiques de plus en plus soumises à des règles similaires. Et le règne de l'Économie implique aussi un mode de production des subjectivités, qui les porte à la compétition en toutes circonstances et les forme pour cela.

Dans un univers social où on apprend vite qu'il n'y a pas de place pour tout le monde, où domine la peur de ne pas avoir de travail et plus largement l'angoisse du déclassement et de l'exclusion, la compétition est la forme même de la lutte pour la survie. C'est le règne du chacun pour soi et du tous contre tous. Il faut donc se montrer plus efficace et plus adaptable que les autres. Il faut être animé par cette exigence de réussite que l'on apprend dès l'école et qui transpire par tous les pores de la civilisation marchande. Il faut se soucier d'être sans cesse plus performant et viser l'excellence. La vie de l'*homo œconomicus*, dans sa variante néolibérale, est prise entre deux pôles extrêmes : d'un côté, l'obligation concurrentielle et l'idéal d'excellence ; de l'autre, l'angoisse de sombrer dans le néant de la mort sociale. C'est cette vérité-là que le propos si choquant de Macron a fait l'erreur de dire sans ambages : dans le monde de l'Économie, il y a en effet ceux qui réussissent et ceux qui ne sont rien.

L'exigence de performance maximale qui résulte de la logique compétitive a d'importantes conséquences en matière de temporalité. Dans l'économie elle-même, l'exigence de productivité est une lutte contre le facteur temps : elle veut maximiser le temps disponible, produire toujours davantage et plus vite. Mais la même logique s'étend progressivement à tous les aspects de la vie. Le rapport entre quantité d'activités et unité de temps (que l'on peut appeler la norme Q/T) ne cesse d'augmenter, entraînant une densification quantitative du temps. Il y a sans cesse davantage de choses à faire, de messages à lire, d'informations à ingurgiter – ce dont découle une très forte pression temporelle pour des êtres toujours plus pressés, dont le manque de temps est la litanie. La tyrannie du temps mesuré s'exacerbe en dictature de l'urgence, favorisant zapping généralisé et déficit de concentration

profonde. Dans le monde de l'Économie, les pathologies du temps sont l'autre face d'une contrainte constante de performance et de maximisation quantitative.

Enfin, les logiques du monde de l'Économie favorisent une évaluation quantitative et mercantile de soi. On est invité à faire fructifier son capital humain et, au final, chacun vaut ce que vaut son compte en banque. Les milliardaires mesurent leur puissance à leur place dans la liste Forbes, tandis qu'au plus bas de l'échelle sociale, on apprend dès le plus jeune âge qu'on n'est rien si on n'a pas la marque de chaussures qu'il faut. Par de multiples aspects qui vont de l'esprit conquérant d'une techno-science prométhéenne jusqu'aux ressorts de la propagande publicitaire, la civilisation marchande fait s'enfler un idéal narcissique de toute-puissance que sa démesure condamne à se confronter, un jour ou l'autre, à la vacuité de ses illusions déçues. Un monde fondé sur un pur jeu de quantités – la valeur et l'exigence de sa valorisation – ne peut que produire le vide dans l'être.

C'est là la source lugubre d'un mal-être qui se traduit par tant de souffrances intimes et de pathologies diffuses, jusqu'à son expression la plus terrible dans les meurtres et les tueries que de jeunes adolescents commettent sans autre motif que de pouvoir éprouver enfin un sentiment d'existence qui se dérobe habituellement à eux.

Ce qu'on peut désirer substituer à cette folie qui ronge l'humain de l'intérieur est assez clair. A l'inverse de l'individualisme compétitif qui dresse d'invisibles parois entre les êtres, ce qui est ressenti sur les ronds-points, dans les luttes comme dans les espaces libérés, est volontiers nommé solidarité ou fraternité. C'est le goût du partage, le sens de l'entraide, la joie de faire ensemble. En lieu et place des subjectivités compétitives, dressées à l'évaluation quantitative de soi et des autres, des subjectivités coopératives redécouvrent alors qu'il n'est pas besoin de l'emporter sur autrui pour éprouver sa propre existence et que c'est bien plutôt en contribuant à la puissance collective de faire qu'elle peut s'épanouir pleinement.

Ce que l'on retrouve ainsi, grâce aussi à une plus grande détente temporelle, c'est le sens de la *communauté* et c'est par là que peut fleurir un art de vivre post-capitaliste. Non pas une communauté fondée sur un critère d'appartenance essentialisé (ethnique ou religieux), et donc encline à se refermer sur elle-même et excluante. Mais une communauté ouverte et sans condition d'appartenance, qui n'est rien d'autre que l'espace dans lequel se déploie l'expérience d'une existence partagée, dans un rapport commun aux lieux que l'on habite. Cette communauté-là n'est pas une entité qui existerait par elle-même et à laquelle on appartiendrait par le fait de posséder telle ou telle qualité. Elle n'existe que parce qu'elle est faite et refaite en permanence par celles et ceux qui ont conscience qu'une vie bonne pour eux-mêmes en dépend. Le commun peut certes avoir une base matérielle – tout ce qui est réputé inappropriable –, mais il est surtout un faire-commun, un commun toujours à faire, en tant qu'espace de partage des modes de perception et des manières de faire.

Bien sûr, fortifier la dimension coopérative des subjectivités n'a rien d'aisé, tant cela se heurte à des habitudes individualistes profondément incorporées. Que faire lorsque tant d'egos hypertrophiés, sûrs d'avoir raison contre tous les autres, les écrasent sans même s'en rendre compte ? Et que faire lorsque tant de blessures sociales et de failles psychiques alimentent un besoin de reconnaissance impossible à combler et minant les efforts de construction collective ? Malgré tout, le faire-commun et la coopération se réapprennent et l'entraide panse les plaies. L'art de l'écoute est essentiel, car il permet de suspendre son propre point de vue et ouvre la possibilité de se laisser transformer par l'autre. Le sens de la proportionnalité, à l'opposé de l'illimitation marchande, n'est pas moins décisif : il invite à reconnaître nos propres limites, à savoir jusqu'où s'étend ce qui nous revient et où commence ce que revient à autrui. C'est, selon les zapatistes, la condition d'un commun qui se construit dans l'hétérogénéité. Car on ne vise ici nulle communauté homogène. Le nous dont il s'agit n'est pas unifié, mais multiple. Cela suppose d'apprendre à faire ensemble avec nos différences, ce qui rend plus nécessaire encore l'art de l'écoute et le sens de la proportionnalité.

Il faut aller un peu plus loin. Le monde de l'Économie n'a pu s'imposer que parce qu'il était aussi un mode de production des subjectivités et des manières d'être, impliquant une certaine conception de l'homme et de son rapport au monde. Sortir du monde de l'Économie suppose donc non seulement des transformations radicales concernant l'organisation matérielle et politique de la vie collective, mais implique aussi une véritable révolution anthropologique. Ce sont les fondements civilisationnels de la société de la marchandise – autrement dit, la modernité – qui doivent être radicalement remis en cause.

L'individualisme est l'une de ces bases essentielles. Dans les conceptions qui émergent en Europe à partir du XVIIe siècle, l'individu peut se penser seul et comme à partir de lui-même (les philosophies du sujet posent que la conscience est à elle-même son propre fondement et le mythe de l'état de nature postule que l'individu préexiste au lien social). Si l'on veut maintenant rompre avec l'individualisme, on peut chercher un utile point d'appui dans les nombreuses sociétés d'avant la modernité qui ont assumé une conception relationnelle de la personne. La personne n'y est pas un moi défini en lui-même, mais un nœud de relations – avec d'autres personnes, comme aussi avec une langue, une histoire, une culture partagée ou encore avec des entités non humaines. C'est l'ensemble de ces relations qui constituent la personne et c'est par elles que celle-ci accède à l'existence, à l'inverse d'une conception moderne fondée sur le déni de ces interdépendances.

Il s'agit donc de faire place, de manière inédite et créative, à de nouvelles conceptions relationnelles de la personne. On s'aperçoit alors qu'il n'y a plus à choisir entre l'individuel et le collectif, comme nous le font croire les conceptions propres à la modernité (l'individu ne pouvant être tel qu'en s'affranchissant de toute dépendance ; le collectif ne pouvant être envisagé que comme un renoncement à la liberté individuelle et à la singularité). Un tel choix est même tout à fait impossible, puisque l'étoffe même dont sont faites les individualités est collective. Le je n'est pas seulement je ; il est tissé de

multiples fils qui courent au-delà de lui-même. Je est un nous. Dès lors, prendre soin de la dimension collective de l'existence et du milieu qui la rend possible, ce n'est pas faire le sacrifice de soi au nom d'un intérêt supérieur ; c'est intrinsèquement prendre soin de soi-même. On peut alors viser, d'un même mouvement, davantage d'individualité et davantage de collectif. Et on peut envisager une convergence nécessaire – même si elle n'est pas dénuée de frictions – entre la capacité coopérative, l'art de faire vivre le collectif et l'épanouissement des singularités individuelles.

Un autre fondement de la modernité est le grand partage qui, à partir du XVII[e] siècle, sépare l'homme de la nature. Auparavant englobé dans un univers pensé comme création divine, l'homme apparaît désormais complètement extérieur à une nature que Descartes identifie purement et simplement à la matière. Soustrait à la nature par son exceptionnalité d'être pensant, l'homme lui est aussi supérieur, ce qui légitime à la fois sa capacité à connaître une nature ramenée au statut d'objet et son droit à en exploiter les ressources. Rompre avec les fondements de la société de la marchandise suppose de récuser cette extériorité entre l'humain et la nature. Les options pour avancer dans cette voie sont diverses. L'une d'elle consiste à réintégrer l'humain dans ce qu'il conviendrait alors de ne plus appeler « nature » (car on risquerait alors de maintenir l'extériorité qu'il s'agit de dépasser). Le basculement décisif s'opère lorsqu'on admet l'appartenance des êtres humains à une entité plus vaste qu'eux. Les peuples amérindiens la nomment Terre-mère mais ce qui importe, au-delà du nom, c'est de pouvoir affirmer : « la terre ne nous appartient pas, c'est nous qui lui appartenons ». Alors, l'homme cesse de se concevoir comme « maître et possesseur » du monde. Il n'occupe plus le centre de l'univers. L' « Homme » de la modernité occidentale a vécu. Sans pour autant nier la fraternité particulière qui peut les unir, les humains sont alors en mesure d'éprouver pleinement leur appartenance à la communauté de tous les habitants, humains et non humains, de la Terre. De tou.te.s les terrestres.

S'il s'agit de ruiner les bases mêmes de la civilisation capitaliste, il n'est pas question de remplacer celle-ci par une société planétaire

fondée sur d'autres normes unifiées et homogènes. Il importe de se faire à l'idée que le monde post-capitaliste sera tout sauf UN et qu'il n'existe pas qu'un seul chemin menant à l'émancipation. Mettre fin au monde de l'abstraction marchande tendant vers l'Un est, précisément, ce qui peut permettre l'épanouissement d'une véritable multiplicité de mondes. Comme disent les zapatistes, il s'agit de faire advenir « un monde où il y ait place pour de nombreux mondes ». Une telle multiplicité s'ancre dans le principe même de l'autonomie, en tant que politique située qui se construit à partir des lieux singuliers et des manières spécifiques de les habiter. De fait, le bien vivre n'est en rien un principe uniformisateur. S'il affirme la prééminence du qualitatif de la vie pour toutes et tous, il ne dit rien de la façon dont chaque collectif définit ce qu'est pour lui une vie bonne et digne. Le bien vivre est un principe commun qui ouvre à la multiplicité de ses formes concrètes, en fonction de la diversité des lieux et des trajectoires des collectifs concernés.

Faire droit à cette multiplicité des mondes permet de rompre avec l'ethnocentrisme qui, sous la bannière d'un universalisme exclusivement européen, a accompagné l'expansion de la domination capitaliste, non sans imprégner aussi la plupart des projets émancipateurs du XXe siècle. Dès lors que ces mondes multiples n'entendent pas se refermer sur eux-mêmes, mais au contraire se coordonner et échanger, assumer leur responsabilité commune à l'égard de la biosphère et s'enrichir mutuellement de la diversité de leurs expériences, il s'avère hautement nécessaire de déployer une véritable capacité de reconnaissance, d'écoute et de traduction interculturelles. Loin de l'universalisme de l'Un, la communauté des humains, indissociable des autres habitants de la planète Terre, est alors invitée à se penser comme une communauté de différences, dont le commun s'élabore dans son hétérogénéité même. C'est dans le chatoiement de la multiplicité, la détente des rythmes quotidiens et l'expérience joyeuse d'un faire-commun que peut s'éprouver l'allègre et festive construction d'une vie bonne pour toutes et tous, dans la trame des interdépendances du vivant.


REVOLUTION

Remarques finales

1. L’accélération du dérèglement climatique et de l’effondrement de la biodiversité est en passe de tout chambouler. Le sentiment d’urgence s’impose et se fera chaque année plus aigu, pour un nombre croissant de personnes, à mesure que les effets du chaos climatique deviendront plus sensibles et plus dramatiques. Cela peut constituer un considérable ressort d’insubordination et un levier pour se déprendre des rets du monde de l’Économie – mais seulement *à condition* de récuser les lectures biaisées concernant les causes du réchauffement climatique et les solutions permettant de l’enrayer. Il est donc crucial de faire apparaître le caractère insuffisant et trompeur des mirages du capitalisme vert et de conforter l’évidence selon laquelle on ne peut freiner la catastrophe en cours sans mettre un terme au productivisme compulsif qui est la cause du réchauffement climatique. C’est-à-dire sans rompre avec le capitalisme lui-même.

2. Croire en un capitalisme alternatif est illusoire ; la seule option vi(v)able est une alternative au capitalisme. Les traits les plus fondamentaux du néolibéralisme – concurrence mondialisée, subordination des États aux forces économiques transnationales, financiarisation de l’économie, avancées du front de marchandisation – sont l’effet des dynamiques même du capitalisme, bien plus que de choix idéologiques. Il est donc vain d’espérer le retour d’une forme de capitalisme plus contrôlé, comme celle que le compromis keynésien avait permis d’instaurer dans les conditions très spécifiques de l’après-guerre (1945-1973).

3. Le capitalisme continue d’activer les ressorts habituels de sa séduction : jouissance consumériste, dilatation narcissique de soi, idéal de liberté sans contrainte et de toute-puissance, promesse d’illimitation, etc. Mais la face étincelante de la marchandise a un

revers illusoire, frauduleux et destructeur qu'il est de plus en plus difficile d'occulter. Plus que jamais auparavant, le capitalisme est devenu biocide, pathogène et humanicide. Aucune société n'avait jusque-là *produit* autant de facteurs de généralisation de maladies graves : cancers liés à l'usage des pesticides et autres substances toxiques ; troubles causés par les perturbateurs endocriniens ; syndrome métabolique (surpoids, diabète et hypertension) associé à l'alimentation industrialisée et affectant désormais un tiers de l'humanité; stress (bientôt seconde cause de maladie dans le monde) et tendances dépressives ; résistance bactérienne liée à la surconsommation d'antibiotiques ; morts prématurées provoquées par la pollution (9 millions par an, pour les seules particules fines), etc. Il ne paraît donc pas exagéré de qualifier le capitalisme de système non seulement écocide mais aussi humanicide. Et si au cours du XXe siècle, il a porté la guerre à son stade industriel et total, ce sont des centaines de millions d'êtres humains qui, dans les décennies à venir, seront confrontés à des situations plus terribles encore qu'aujourd'hui (migrations massives, pénurie d'eau, guerre pour les ressources, etc.).

4. Nous entrons dans l'âge de la troisième critique du capitalisme. La première était centrée sur l'exploitation du travail, la seconde sur l'aliénation d'une vie appauvrie et mutilée. C'est la destruction qui vient désormais au premier plan – destruction des milieux et des conditions de vie sur Terre. Les deux autres critiques n'en sont pas pour autant invalidées. Plus justifiées que jamais, elles deviennent cependant insuffisantes et doivent s'articuler à la critique des conséquences dévastatrices du productivisme compulsif du capitalisme. L'espace de la critique s'en trouve entièrement reconfiguré, parce que la destruction dont il est question concerne tendanciellement tous les habitants de la planète et parce qu'elle radicalise l'enjeu en nous plaçant devant un choix de vie ou de mort.

5. Tous les facteurs de crise (climatique et écologique, sociale, migratoire, politique, subjective et aussi économique) sont voués à s'accentuer. Leur conjonction concourt à une dynamique de crise structurelle qui s'intègre de façon permanente aux formes mêmes de

l'accumulation capitaliste. Il serait hasardeux d'affirmer que cette dynamique conduit mécaniquement à un effondrement du capitalisme ; mais elle produit une accumulation croissante de difficultés qui ne peuvent être surmontées qu'au prix de difficultés plus grandes encore, et donc d'un approfondissement de la crise elle-même. Si aujourd'hui la situation est déjà dramatique, la lucidité exige de se faire à l'idée qu'elle va continuer à empirer. C'est la Tourmente qui vient.

6. L'antagonisme constitutif du monde de l'Économie est, lui aussi, destiné à s'intensifier. D'un côté, le fanatisme de la marchandise poursuit partout son offensive, aiguisé par de nouveaux horizons techno-scientifiques (robotisation, intelligence artificielle, transhumanisme, etc.) et protégé par un arsenal sécuritaire de surveillance et de répression toujours plus envahissant. De l'autre, les réactions provoquées par les multiples dimensions de la crise structurelle en cours se font plus vives et, face à l'intolérable de la destruction et de la dépossession généralisée, les soulèvements éthiques visant à sauver la possibilité d'une vie digne sont appelés à se multiplier. Si le monde de l'Économie nous conduit à la destruction, il n'y a pas d'autre voie que d'entrer en guerre contre l'Économie.

7. La vieille recette consistant à s'emparer du pouvoir d'État pour transformer le monde a montré son échec, dans sa version tant révolutionnaire que réformiste. L'actuelle subordination structurelle des États vis-à-vis des forces dominantes de l'Économie transnationalisée renforce ce constat, d'autant qu'il faut conclure à l'impossibilité de défaire une configuration qui découle de la dynamique même du capitalisme. Cela devrait inciter à ne plus placer la moindre espérance dans la politique d'en haut, celle de l'État, des partis et des calendriers électoraux.

8. Il est possible de créer dès maintenant des espaces libérés, autonomes, où se construit une réalité propre, multiforme, s'employant à défaire autant que possible les contraintes du monde de l'Économie. En se multipliant et en s'épaulant mutuellement, ces espaces libérés sont autant de bases à partir desquelles intensifier

l'offensive contre la société de la marchandise, en même temps qu'ils permettent de renforcer nos capacités matérielles, techniques et psychiques à lui substituer d'autres manières de vivre.

9. Loin de la politique centrée sur l'État qui, par le biais de la représentation, dissocie élite des « experts » et masse des « ignorants », il existe une autre politique qui se construit par en bas, sur la base de la capacité collective de faire et de décider. En prenant consistance, elle invente des pratiques d'auto-gouvernement visant à fortifier des manières de vivre éprouvées comme propres. Les assemblées populaires (ou d'autres modalités d'organisation collective) peuvent ainsi se multiplier et s'articuler en communes. Et celles-ci peuvent, si elles le souhaitent, se coordonner à toutes les échelles pertinentes, par exemple en fédérations de communes.

10. La paralysie du monde de l'Économie peut être atteinte par la généralisation des pratiques de blocage. Cette dernière notion doit être entendue dans toutes ses dimensions (interruption des flux, grève de la production et de la reproduction, déni de consommation, luttes territoriales contre les grands projets d'aménagement, etc.). Œuvrer à l'entrelacement de modes d'action si divers, c'est favoriser le soulèvement de toutes celles et de tous ceux qu'affectent la dépossession généralisée et les tendances destructrices de la civilisation marchande. La pertinence du blocage tient également au fait qu'il est un moyen d'enrayer l'engrenage productiviste qui conduit au désastre climatique et écologique : il faudra bien, le moment venu, être collectivement capable d'empêcher que l'on consomme et que l'on produise ce qui nous tue et nous fait cuire à petit feu.

11. Construire à côté ne suffira pas, même en imaginant une prolifération des espaces libérés. Agir contre, défensivement et offensivement, n'est pas moins nécessaire, tant depuis les espaces libérés déjà existants que dans la trame même du monde de l'Économie. Il s'agit de bâtir une stratégie qui articule multiplication des espaces libérés et moments d'intensification des soulèvements et des blocages sous toutes leurs formes. Et cela, dans un contexte de crise structurelle qui devrait à la fois attiser les sursauts visant à

préserver la possibilité d'une vie digne et rendre plus désirables les espaces libérés émergents.

12. Si le capitalisme est le monde de l'Économie, son dépassement implique de déséconomiciser le monde. Telle est la seule option pour débarrasser la planète et ses habitants d'une compulsion productiviste mortifère dont le ressort fondamental est l'exigence de valorisation de la valeur. Sortir du monde de l'Économie, c'est mettre fin à la logique de la valeur qui sacrifie tout aux nécessités de la production-pour-le-profit et organise le monde en fonction de celles-ci. C'est, au contraire, subordonner la production au déploiement de formes de vie auto-déterminées et faire des choix relatifs à la manière de vivre le cœur sensible de l'organisation collective. C'est admettre que celle-ci n'a d'autre raison d'être que d'expérimenter une *vie bonne* pour toutes et tous, dans le respect des interdépendances qui caractérisent la communauté des habitants de la Terre.

13. Il est faux de dire que nous ne savons pas par quoi remplacer le monde de l'Économie. Que nous ne prétendions pas le savoir *totalement* est heureux. On sait à quelles folies ont conduit les certitudes d'antan et, pour s'en prémunir, mieux vaut admettre que nul chemin n'est tracé d'avance et accepter qu'il convient d'avancer en posant des questions (*caminar preguntando*, disent les zapatistes). Néanmoins, en jetant les bases d'un anticapitalisme non étatique, non productiviste, non patriarcal, non moderniste et non eurocentrique, on s'éloigne des lugubres expériences du « socialisme réel » qui ont dominé le XXe siècle – et assez pour affirmer qu'il est possible d'inventer d'autres chemins, qui ont quelque chance de s'avérer véritablement émancipateurs.

Bibliographie sommaire

Bon nombre de propositions avancées ici sont développées de façon plus argumentée dans *Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, rééd. poche, 2016.

S'agissant des références à l'expérience zapatiste, je renvoie à *La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire*, Champs-Flammarion, Paris, 2019 (nouvelle édition mise à jour, avec une postface inédite).

Chapitre 1

Cette lettre a été publiée sur les sites *Lundi matin* n°168 et *La voie du jaguar* (8 décembre 2018).

Parmi les nombreuses analyses relatives aux Gilets Jaunes, on peut citer Michalis Lianos, "Une politique expérientielle", I et II, *Lundi matin* n°170 (décembre 2018) et n°178 (février 2019) ; Samuel Hayat, "Les GJ, l'économie morale et le pouvoir", 5 décembre 2018 [6] ; Jacques Rancière, "Les vertus de l'inexplicable. A propos des 'gilets jaunes'", AOC, janvier 2019 [7] ; "Une tenue jaune qui fait communauté", *Temps critiques*, décembre 2018 [8] ; Alain Brossat, "Class Struggle is a Splendored-thing (Roulez, jaunesse)", *Lundi matin* n°178, février 2019 ; ainsi que, même si on n'en partage pas les analyses, Stathis Kouvelakis, "Gilets Jaunes, l'urgence de l'acte", <www.contretemps.eu>. Ce livre était achevé quand ont notamment paru "Gilets jaunes. Un assaut contre la société", *Lundi matin papier* n°4, mars 2019 ; Patrick Farbiaz, *Les gilets jaunes : documents et textes*, Paris, Éditions du Croquant, 2019 et *Gilets jaunes : hypothèses sur un mouvement*, AOC Cahier n°1, 2019.

---

[6] <http://samuelhayat.wordpress.com/2018/12/05/les-gilets-jaunes-leconomie-morale-et-le-pouvoir/>

[7] <http://aoc.media/opinion/2019/01/08/vertus-de-linexplicable-a-propos-gilets-jaunes>

[8] <http://tempscritiques.free.fr/spip.php?article386>

Chapitre 2

Sur le néolibéralisme, voir notamment Pierre Dardot et Christian Laval, *La Nouvelle Raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

Sur l'État débiteur et la crise politique qui en découle, voir Wolfgang Streeck, *Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique*, Gallimard, Paris, 2014.

Sur la financiarisation et le capitalisme inversé, voir Ernst Lohoff et Norbert Trenkle, *La grande dévalorisation. Pourquoi la spéculation et la dette de l'État ne sont pas les causes de la crise*, Post-Editions, 2014 et aussi Cédric Durand, *Le Capital fictif*, Paris, Les Prairies ordinaires, 2014.

Concernant le débat sur l'évolution du taux de profit, voir les travaux de Michel Husson (notamment *Un pur capitalisme*, Lausanne, Page Deux, 2008 et "Arithmétique du taux de profit", *Note Hussonet*, 66, décembre 2013) et de François Chesnais (notamment *Finance Capital Today*, Leiden-Boston, Brill, 2016 et "Le capitalisme a-t-il rencontré des limites infranchissables ?", A l'encontre, 2017 [9]). Voir aussi, de ce dernier, *Les dettes illégitimes. Quand les banques font main basse sur les politiques publiques*, Raisons d'Agir, Paris, 2011.

Chapitre 3

Sur les effets du réchauffement climatique : GIEC, *Changements climatiques 2014 : rapport de synthèse*. Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Genève, 2015 [10] ; *Turn Down the Heat. Why a 4 °C Warmer World Must be Avoided*, Banque Mondiale, novembre 2012. Voir aussi Clive Hamilton, *Requiem pour l'espèce humaine. Faire face à la réalité du changement climatique*, Presses de Sciences Po, Paris, 2013 et Naomi Klein, *Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique*, Arles, Actes Sud, 2015.

Sur l'Anthropocène et sa critique, voir Christophe Bonneuil et Jean-Baptiste Fressoz, *L'Événement anthropocène*, Paris, Seuil, 2013 ; Jason Moore, *Capitalism in the Web of Life: Ecology and the Accumulation of Capital*, Londres/New York, Verso, 2015 et Armel Campagne, *Le Capitalocène. Aux racines historiques du dérèglement climatique*, Paris, Divergences, 2017.

---

[9] <http://alencontre.org/laune/le-capitalisme-a-t-il-rencontre-des-limites-infranchissables.html>

[10] <www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar5/syr/SYR_AR5_FINAL_full_fr.pdf>

Sur le lien entre taux de croissance et émissions de CO_2, voir les calculs avancés par Minqi Li, “The 21st Century Crisis. Climate Catastrophe or Socialism”, *Review of Radical Political Economics*, 43(3), 2011, p. 289-301.

Chapitre 4

Sur la notion de crise structurelle, on renvoie aux analyses zapatistes, dans EZLN, *Pistes zapatistes. La pensée critique face à l'hydre capitaliste*, Paris, Solidaires-Nada-Albache, 2017.

La thèse de la crise terminale est exposée par Immanuel Wallerstein, *Comprendre le monde. Introduction à l'analyse des systèmes-monde*, La Découverte, Paris, 2006 (ainsi que dans sa contribution au volume collectif, *Le capitalisme a-t-il un avenir ?*, Paris, La Découverte, 2014, chapitre 1).

Pour la collapsologie, voir notamment Pablo Servigne et Raphaël Stevens, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Paris, Seuil, 2015 et Carlos Taibo, *Colapso. Capitalismo terminal, transición ecosocial, ecofascismo*, Buenos Aires, Libros de Anarres, 2017.

D'autres lectures de la crise sont proposées par le Comité invisible, *A nos amis*, Paris, La Fabrique, 2014, ou encore par Naomi Klein, *La Stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Arles, Actes Sud, 2008.

Sur les limites de l'expansion de la valeur et son contournement par le recours à l'endettement, voir Anselm Jappe, *Crédit à mort. La décomposition du capitalisme et ses critiques*, Paris, Lignes, 2011 (ainsi que *Les Aventures de la marchandise. Pour une nouvelle critique de la valeur*, rééd. poche, Paris, La Découverte, 2018).

Chapitre 5

L'appel au blocage, fondé sur l'analyse de la centralité des flux, peut se lire dans l'ouvrage déjà cité du Comité Invisible, *A nos amis*…

La discussion déjà ancienne sur la pertinence ou non d'une analyse en termes de classe et de lutte des classes se retrouve dans les récentes interventions, citées plus haut, de *Temps critiques* et d'Alain Brossat.

Pour la critique du travail, voir notamment Groupe Krisis, *Manifeste contre le travail*, Paris, Léo Scheer, 2002 et Moishe Postone, *Temps, travail et*

domination sociale. Une réinterprétation de la théorie critique de Marx, Paris, Mille et une nuits, 2009.

Chapitre 6

L'analyse proposée ici de la politique d'en-bas et des principes de l'autonomie est développée dans ma contribution intitulée "L'autonomie ou l'art de s'organiser sans l'État. A propos de l'expérience zapatiste", dans Collectif, *Misère de la politique*, Paris, Divergences, 2017, p. 121-165.

L'adémie constitutive de l'État est mise en évidence par Giorgio Agamben, *La guerre civile. Pour une théorie critique de la stasis*, Paris, Seuil, 2015 (voir aussi pour l'incompatibilité entre démocratie et État, Miguel Abensour, *La démocratie contre l'État. Marx et le moment machiavélien*, Paris, Le Félin, 2004).

La distinction entre pouvoir-sur et pouvoir-faire est développée par John Holloway, *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Syllepses-Lux, Paris-Montréal, 2007.

Chapitre 7

Concernant l'analyse des espaces libérés, ainsi que les estimations relatives à l'élimination des activités inutiles induites par le productivisme capitalisme, on trouvera davantage de précisions dans *Adieux au capitalisme…*

La notion d'espace libéré présente de grandes affinités avec les brèches théorisées par John Holloway dans *Crack capitalism. 33 thèses contre le capital*, Paris, Libertalia, 2012. Je suis revenu sur la dimension agonistique des espaces libérés dans "Quels espaces libérés pour sortir du capitalisme ? A propos d'Utopies réelles d'Erik Olin Wright", *Ecorev'*, 46, 2018, p. 87-96.

Concernant des expériences comme celle de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, voir par exemple Collectif Mauvaise Troupe, *Contrées. Histoires croisées de la Zad de Notre-Dame-des-Landes et de la lutte No TAV dans le Val Susa*, Paris, L'éclat, 2016 et pour une réflexion sur l'essor des luttes territoriales, Serge Quadruppani, *Le monde des Grands Projets et ses ennemis*, Paris, La Découverte, 2018.

Chapitre 8

L'insistance sur une nécessaire révolution anthropologique, ainsi que l'opposition entre subjectivités compétitives et subjectivités coopératives, sont développées dans *Adieux au capitalisme…*

Concernant la conception relationnelle de la personne et la possibilité de sa réappropriation, je renvoie à *Corps et âmes. Une histoire de la personne au Moyen Age*, Paris, Flammarion, 2016 ainsi qu'à "Conception relationnelle de la personne, communauté et autonomie politique", dans Josep Rafanell i Orra (coord.), *Itinérances*, Paris, Divergences, 2018, p. 24-41.

La notion de communauté inessentielle est avancée par Giorgio Agamben, *La communauté qui vient. Théorie de la singularité quelconque*, Paris, Seuil, 1990.

Concernant la mise en place du grand partage entre l'homme et la nature, voir Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005; et pour son dépassement, voir notamment Eduardo Viveiros de Castro, *Métaphysiques cannibales. Lignes d'anthropologie post-structurale*, Paris, PUF, 2009 et Arturo Escobar, *Sentir-penser avec la terre. Une écologie au-delà de l'Occident*, Paris, Seuil, 2018. Sur l'art de l'écoute, voir Carlos Lenkersdorf, *Aprender a escuchar*, Mexico, Plaza y Valdés, 2008 et pour l'usage zapatiste de la notion de proportionnalité, Sous-commandant Marcos, *Saisons de la digne rage*, Paris, Climats, 2009.

Sur la manière d'envisager le dépassement des fondements de la modernité, je renvoie aussi à *Défaire la tyrannie du présent. Temporalités émergentes et futurs inédits*, Paris, La Découverte, 2018.

Remarques finales

La distinction entre les deux premières critiques du capitalisme est développée par Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, Paris, 1999 ; voir aussi, du premier, *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009.

Texte publié par les éditions divergences, 2019.

L'auteur

Jérôme Baschet est maître de conférences à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Il enseigne également depuis 1997 au Mexique, à l'Université autonome du Chiapas, à San Cristóbal de Las Casas, où il participe aussi aux activités de l'Université de la Terre.

Il est l'auteur d'une quinzaine d'ouvrages dont :

La Rébellion zapatiste. Insurrection indienne et résistance planétaire, Flammarion, 2005 (réédition actualisée 2019).

La civilisation féodale : de l'an mil à la colonisation de l'Amérique, Flammarion, 2006.

Adieux au capitalisme. Autonomie, société du bien vivre et multiplicité des mondes, La Découverte, 2014 (réédition 2016).

Corps et âmes, une histoire de la personne au Moyen Age, Flammarion, 2016.

Défaire la tyrannie du présent, Temporalités émergentes et futurs inédits, La Découverte, 2018.



Sommaire

Edition réalisée sans but lucratif,
à partir de la version mise en ligne par l’éditeur

Satanic mill, juin 2020.

Si l'on récuse l'idée d'un effondrement fatal et déjà acquis, la mise en évidence d'une dynamique de crise structurelle implique que l'emprise du monde de l'économie peut continuer à se perpétuer, quoiqu'au prix d'une décomposition politique et sociale, d'une pression sur les ressources humaines et d'une dévastation écologique sans cesse exacerbées.

Ecrit sous l'effet du soulèvement des Gilets jaunes, le présent livre argumente que ce mouvement, tout comme les mobilisations pour le climat dont l'essor est presque simultané, est annonciateur de nouvelles formes d'explosion sociale qui sont vouées à se multiplier au cours des années à venir.